LE MODERNISME DANS L'ÉGLISE

D'APRÈS DES LETTRES INÉDITES DE LA MENNAIS

PAR

M. CHARLES PÉRIN

CORRESPONDANT DE L'INSTITUT DE FRANCE.

PARIS

LIBRAIRIE VICTOR LECOFFRE

90, RUE BONAPARTE, 90

—

1881

LE MODERNISME DANS L'ÉGLISE



PARIS

IMPRIMERIE BALITOUT, QUESTROY ET Cᵉ

7, rue Baillif, 7.

LE

MODERNISME

DANS L'ÉGLISE

D'APRÈS DES LETTRES INÉDITES DE LA MENNAIS

PAR

M. CHARLES PÉRIN

CORRESPONDANT DE L'INSTITUT DE FRANCE.

(Extrait de la *Revue trimestrielle* du 15 octobre 1881.)

LIBRAIRIE VICTOR LECOFFRE

PARIS
90, RUE BONAPARTE, 90

LYON
2, RUE BELLECOUR, 2

1881

LE MODERNISME

DANS L'ÉGLISE

D'APRÈS DES LETTRES INÉDITES DE LA MENNAIS

I

Il y aura bientôt un siècle que le modernisme a fait son entrée officielle dans nos sociétés chrétiennes. Ce fut la Constituante qui l'introduisit dans les lois, mais depuis assez longtemps déjà les mœurs et les idées en étaient imprégnées.

L'essence du modernisme, c'est la prétention d'éliminer Dieu de toute vie sociale (1). L'homme, suivant l'idée moderne, étant à lui-même son dieu et le maître souverain du monde, il faut que dans la société tout se fasse par lui et par la seule autorité de la loi qu'il porte.

Ceci est le modernisme absolu, donnant la contradiction radicale à l'ordre social qu'avait fondé l'Eglise, à cet ordre suivant lequel la vie publique et la vie privée se rapportaient à la même fin, et où tout se faisait, directement ou indirectement, en vue de Dieu, et sous la suprême autorité du pouvoir institué de Dieu pour régir l'ordre spirituel.

Il y a un modernisme tempéré, qui ne fait pas ouvertement la guerre à Dieu et qui, en quelque sorte, compose avec lui. Sans le nier ni le combattre, il lui mesure, en le mettant dans le droit commun, la place qu'il peut occuper parmi les hommes. Par cette tactique, tout en conservant les apparences d'un certain res-

(1) Le terme de *modernisme*, qui revient souvent dans ce travail, pourrait donner lieu à un reproche de néologisme. Le mot est nouveau, j'en conviens; il n'a pas été employé jusqu'ici avec la signification que je lui donne. Pourtant, si l'on veut bien remarquer que, suivant le langage adopté par tous les écrivains de l'école de 89, *les idées modernes* résument toutes les conceptions, toutes les prétentions politiques et sociales de la Révolution, on trouvera peut-être que l'emploi du terme *modernisme* est suffisamment justifié. On reconnaîtra qu'il n'en est point qui exprime mieux, en un seul mot, les tendances humanitaires de la société contemporaine.

pect, le modernisme met Dieu sous la domination et sous la tutelle de l'Etat. Ce modernisme tempéré et circonspect, c'est le libéralisme de tout degré et de toute nuance.

Mais qu'on n'oublie pas que des deux côtés le principe est le même. Il s'agit toujours de faire une société sans Dieu, ou du moins de constituer une société en tenant Dieu aussi éloigné que possible de ses institutions et de ses lois. Suivant les circonstances, la Révolution incline d'un côté ou de l'autre, mais elle reste toujours la même quant à sa prétention fondamentale : la sécularisation de la vie sociale à tous ses degrés et sous toutes ses formes.

Le protestantisme avait jeté les premiers germes du modernisme. En détruisant l'unité de la foi par le libre examen, l'hérésie de Luther attaque en son principe même l'union de l'Eglise et de l'Etat; elle met les peuples sur la voie qui conduit fatalement à la séparation des deux pouvoirs, à l'absorption de l'Eglise par l'Etat et, en fin de compte, à la sécularisation complète de la société. L'idée sociale et politique suit, dans le monde soumis aux influences protestantes, la même marche que l'idée philosophique. De même que, dans la région des doctrines, le protestantisme conduit à l'athéisme, ainsi dans la région de la vie publique, l'Etat, absolument affranchi de toute autorité religieuse devient, par le cours naturel des choses, l'Etat athée et persécuteur de toutes les religions. Lorsque les croyances diminuées du protestantisme ont fait place au philosophisme qui repousse toute croyance, le modernisme s'affirme comme la forme sociale de l'avenir; ses théoriciens construisent des systèmes de droit politique par lesquels ils se flattent d'avoir trouvé le moyen de procurer aux peuples la liberté et la conservation hors de toute autorité divine.

Au dix-huitième siècle, deux hommes expriment avec un éclat particulier l'idée politique du modernisme et marquent les deux voies que ses sectateurs suivront jusqu'à nos jours : Montesquieu, de qui tout libéralisme se réclame, et J.-J. Rousseau, qui est le vrai père de tout radicalisme.

Montesquieu procède suivant la coutume du dix-huitième siècle : il sépare la politique de la religion, comme Adam Smith devait plus tard séparer l'économie de la morale. Il fait abstraction de la religion dans le problème politique comme Smith fait abstraction de la morale dans le problème économique. « Il n'est point théologien, mais écrivain politique.» Il veut bien unir les intérêts de la religion aux intérêts politiques, mais il ne voit jamais la religion qu'à travers la politique. Il semble que, pour

lui, les religions soient des choses purement contingentes, déterminées par l'ensemble des influences qui agissent sur la société. Lorsque l'État est satisfait de la religion établie, il ne doit pas souffrir qu'il s'en établisse une autre. C'est donc purement affaire de convenance locale. L'*Esprit des lois* ne tient compte de la religion qu'en tant qu'elle peut être un élément d'appréciation de la valeur sociale et politique des lois. Elle n'est plus du tout envisagée comme l'élément supérieur et souverain de la constitution sociale, comme le principe qui, suivant la pensée de Vico, donne la forme à la société.

Quand Montesquieu parle de la liberté, il dit très-bien qu'elle ne peut consister qu'à pouvoir faire ce que l'on doit vouloir, et à n'être point contraint de faire ce que l'on ne doit pas vouloir. Mais il a soin d'ajouter aussitôt que la liberté n'est que le droit de faire ce que les lois permettent. C'est donc, au fond, la sécularisation de tout le système légal, telle que la veut le libéralisme.

En tout cela il y a du vague, beaucoup de sous-entendus, presque des contradictions. Montesquieu, qui redoutait l'index, tenait à dessein sa pensée enveloppée. Le dix-huitième siècle, qui a applaudi l'*Esprit des lois*, et le nôtre, qui se plaît à y trouver la source de la politique moderne, n'y ont point été trompés : l'un et l'autre y ont vu le libéralisme, c'est-à-dire le modernisme contenu et discret.

Le *Contrat social* n'offre aucune des hésitations ni aucun des ménagements dont l'*Esprit des lois* est rempli : il affirme en principe et développe en toutes ses conséquences essentielles la souveraineté de l'homme sur lui-même, l'autonomie de sa raison et le règne absolu des lois dérivées de la volonté générale, expression suprême de la raison collective du peuple. Lorsque Rousseau parle de Dieu, il n'y voit jamais qu'une conception tout individuelle, à laquelle peut répondre une manifestation de la conscience d'un ou de plusieurs, mais jamais Dieu n'apparaît, dans le système du *Contrat social*, comme une puissance dont il faille respecter les lois. Dieu, dans la société telle que la conçoit Rousseau, pourra exercer de l'influence, mais jamais il n'y possédera aucune autorité.

On le voit, c'est le modernisme pur et simple que nous donne Rousseau, c'est Dieu éliminé de la vie sociale, c'est l'homme régnant exclusivement sur la société qu'il est jugé capable de conduire par ses seules forces à tous les progrès. La Constituante, en y apportant une certaine mesure bourgeoise et conservatrice, la Convention, avec toutes les audaces et les brutalités du radica-

lisme, bâtirent sur cette donnée le régime dont les sociétés modernes ont tiré jusqu'ici tant de vanité, mais dont elles commencent à soupçonner l'erreur et le péril.

Le modernisme est un principe de ruine et d'extinction sociale. Les hommes qui réfléchissent, qui se rendent compte de ce qui se passe autour d'eux, sont aujourd'hui frappés de l'impuissance manifeste de la Révolution à rien fonder. D'instinct, même dans les masses, on sent que telle n'est point, que telle ne peut être la condition normale de l'humanité.

Lorsqu'il bannit Dieu de la société, le modernisme en bannit en même temps tout esprit de suite et de tradition. Il répand parmi nous ce mépris du passé que, dès le premier jour, la Révolution a nettement et insolemment inscrit en tète de son programme. L'homme livré à lui-même n'est plus que mobilité et inconstance. Il vit peu de temps, et ses désirs, bornés aux choses de la terre, sont changeants comme ses impressions et comme les objets qui les sollicitent. Les hommes chercheront en vain la stabilité, s'ils ne la demandent à Dieu, l'Être en qui rien ne change et dont l'activité infinie se déploie au sein d'un éternel repos. Législation révolutionnaire, économie révolutionnaire, mœurs révolutionnaires, toutes choses perpétuellement agitées, instables et précaires. Si Dieu n'est rendu à nos sociétés, elles s'useront et périront dans les convulsions de l'activité inquiète et maladive qui les dévore. Quelle étrange illusion, quelle contradiction singulière que de se flatter de rendre à notre temps quelque stabilité, tout en acceptant à un degré quelconque, d'une façon ou d'une autre, si atténuée qu'elle puisse être, l'idée du modernisme. Sans Dieu, il n'y a plus que l'homme avec ses instincts égoïstes. Plus on éloigne Dieu, plus grandit l'égoïsme. L'homme qui ne croit qu'à lui-même ne peut vivre que pour la jouissance, et comme la jouissance ne nous est assurée, dans notre existence éphémère, qu'au moment même où nous la saisissons, il ne peut y avoir, pour l'homme qui en fait son unique fin, ni passé ni avenir. Point de Dieu, point de lien ni d'homme à homme, ni de génération à génération. Sans Dieu, il n'y a plus de suite dans la vie du genre humain ; il n'y a plus que des existences individuelles. Otez Dieu, et l'humanité, de laquelle on veut tout attendre, n'existe plus.

Aussitôt que ces systèmes d'orgueil et de perdition sociale se sont montrés dans le monde, l'Église a protesté. Toutes ses condamnations sur le modernisme se résument dans la célèbre proposition du *Syllabus* par laquelle est réprouvée l'opinion de ceux qui disent que « le Pontife romain peut et doit se réconci-

lier et transiger avec le progrès, le libéralisme et la civilisation moderne ».

Tant que le modernisme reste purement libéral et révolutionnaire, c'est un ennemi implacable dont il y a tout à redouter, on le sait bien, mais c'est du moins un ennemi que l'on connaît, de qui l'on peut facilement mesurer les coups et à qui l'on peut répondre par des coups assurés. Lorsque le modernisme se présente sous des traits qui le confondent avec nous en bien des choses et lui donnent entrée dans nos rangs, lorsqu'il se montre animé, pour la défense de la cause catholique, d'intentions sincères, bien qu'elles soient égarées par les illusions du temps, alors c'est un ennemi déguisé et caché contre lequel il est souvent très-mal aisé de lutter.

Depuis cinquante ans, le libéralisme catholique, dupe et complice inconscient du modernisme, crée aux défenseurs de la doctrine et de la tradition sociales catholiques d'étranges embarras, et à l'Eglise des difficultés plus grandes que celles qu'elle rencontre du côté de ses ennemis les plus décidés. « Ces hommes, disait le grand Pie IX, qui s'efforcent d'établir une alliance entre la lumière et les ténèbres, sont plus dangereux et plus funestes que les ennemis déclarés (1). »

Il y a plus que jamais intérêt à faire la pleine lumière sur les théories et les tendances de cette école, aujourd'hui qu'elle a créé dans la politique conservatrice ces partis d'opportunisme, auxquels peut-être la Révolution contemporaine doit ses plus grands succès. Aux époques de décadence, les principes s'effacent, il n'y a plus que les calculs et les transactions de l'utilité ; non de l'utilité au point de vue personnel, qui est l'intérêt propre, mais de l'utilité pour le parti que l'on défend et qui n'exclut pas un certain esprit d'abnégation. De là les défaillances et les misères de nos temps malheureux, de là cette impuissance et cette inertie générales que les meilleures volontés ne vaincront pas, à moins que Dieu ne leur apporte une assistance inattendue.

Le procédé du libéralisme catholique est actuellement de taire les principes et de mettre à leur place les expédients. C'est par cette sagesse mesquine qu'il se fait à lui-même illusion sur la désorganisation politique et sociale dont il est le principal auteur.

A l'origine, le libéralisme catholique avait une autre allure. Il ne songeait point à se dissimuler sous les voiles dont il s'entoure aujourd'hui. Le meilleur procédé pour le bien connaître est de

(1) Bref au Cercle catholique de Saint-Ambroise, de Milan, du 6 mars 1873

le saisir tel qu'il était lorsque dans l'*Avenir*, et surtout dans les *Paroles d'un croyant*, l'abbé de La Mennais esquissait le plan d'une réconciliation de l'Église du Christ, fondée sur toutes les affirmations de la foi, avec le modernisme, qui résume toutes les négations de l'esprit du mal et qui va fatalement se perdre dans les sauvages négations du nihilisme.

Des documents, remis en mes mains par la volonté dernière d'un des amis et collaborateurs de La Mennais, nous révéleront, mieux encore que les écrits soigneusement préparés pour la publication, la pensée intime des hommes supérieurs, mais égarés, qni fondèrent l'école du modernisme dans l'Eglise. Là s'offriront à nous, sous la plus vive lumière, des idées qu'aujourd'hui on a peine à démêler au milieu des atténuations successives et habilement calculées qu'y ont apportées, depuis les mémorables encycliques de Grégoire XVI et de Pie IX, les héritiers du solitaire de la Chênaie.

Assurément personne, à l'heure présente, même parmi ceux des catholiques que l'idée libérale a le plus séduits, ne voudrait, de propos délibéré, ce que voulait La Mennais. D'intention, les catholiques libéraux n'entendent pas faire autre chose que ce que l'Eglise les autorise à faire. Mais les bonnes intentions ne préservent pas de cette tyrannie de la logique qui, une fois les principes acceptés, mène là où l'on ne se soucie point d'aller. Nous ne pouvons pas bien juger de la portée des théories du libéralisme catholique si nous ne considérons que les proportions réduites auxquelles l'ont ramené, par prudence et aussi par déférence pour l'autorité ecclésiastique, ceux qui le professent aujourd'hui. Pour savoir ce que ces théories contiennent en germe, ce qu'elles peuvent donner un jour, ce que fatalement elles donneront si elles ne sont arrêtées dans leur essor, il faut les reprendre telles qu'elles étaient, alors que l'audacieux génie de La Mennais prétendit les imposer à l'Eglise, malgré les censures de ses pontifes. Nous nous servirons de la correspondance du célèbre et malheureux auteur des *Paroles d'un croyant*, comme d'un verre grossissant, pour sonder, dans les profondeurs de leurs replis cachés, les systèmes de ce modernisme habile que tant de fois Rome a frappé, et que l'illusion de ses adeptes a toujours fait revivre.

II

Les lettres que je vais publier, et qui datent d'un demi-siècle environ, sont des documents historiques. Ceux dont elles rap-

portent les actes ou les paroles, et sur la conduite de qui elles émettent des jugements, ont tous quitté ce monde. Outre les raisons doctrinales que je viens d'alléguer pour justifier cette publication, il est une autre raison qui m'est en quelque sorte personnelle et qui a contribué à me déterminer : ces lettres sont, pour la mémoire de mon cher et vénéré maître, M. le comte de Coux, ancien professeur d'économie politique à l'Université de Louvain et rédacteur en chef de l'*Univers*, un témoignage précieux qui mettra en toute lumière l'élévation de son caractère, la fermeté de sa foi de catholique invariablement soumis à l'Eglise, ses rares mérites de publiciste et d'économiste.

Je reproduis les lettres écrites par l'abbé de La Mennais à M. de Coux, du 21 mars 1833 au 6 octobre 1834.

Le texte original de ces lettres est ma propriété. Je les donne intégralement, sauf quelques passages relatifs à des affaires purement privées, qui n'ont pour le public aucun intérêt. J'y ajoute les remarques nécessaires pour que le lecteur en ait la pleine intelligence et pour qu'il soit mis en garde contre certaines erreurs de fait et de doctrine, trop graves pour qu'on les laisse passer sans observations.

La Chênaie, le 21 mars 1833.

« Mille et mille remercîments, mon cher ami, de votre bonne lettre du 17. Elle m'aurait fait plus de plaisir encore sans la maladie de M. votre père, qui vous a donné de vives inquiétudes, et a troublé vos arrangements. Grâce à Dieu, vous êtes maintenant plus tranquille, et j'espère que d'ici à un mois votre famille sera établie à Guérande et vous à Paris, avec une personne qui vous assure la possession de ce qu'il y a de meilleur dans la vie, la paix et le bonheur domestique. Ce sont deux choses dont je ne jouirai jamais, quoique, dans la vérité, au milieu des tempêtes qui m'enveloppent, je goûte aussi une sorte de paix amère et triste et de félicité souffrante.

» Cette lettre vous parviendra avant votre départ, mais pas assez tôt peut-être pour que vous puissiez terminer avec Renduel ; mais peu importe, rien ne presse, et les choses s'arrangeront aussi bien à votre retour.

» Je crois, ainsi que vous, mon ouvrage inattaquable : il ne contient que les plus purs principes du christianisme, et certes le sentiment d'humanité qui s'y fait sentir à chaque page, et qui est la vraie cause du succès qu'il a obtenu, est bien aussi un sen-

timent chrétien. Cependant, quelles que puissent être les dispositions personnelles de Rome, je ne doute point que la diplomatie n'obtienne d'elle, en cette occasion, tout ce qu'elle voudra. Il y aura donc certainement contre moi un acte quelconque. Ne sachant pas ce qu'on imaginera, je ne puis non plus savoir ce que je ferai ; seulement, mon intention est de rester soumis dans l'Eglise et libre en dehors de l'Eglise. Sur ce qui regarde celle-ci, il me semble qu'indépendamment de toute spéculation, de toute vue philosophique, il est impossible de ne pas admettre qu'elle subira de grandes réformes, une transformation nécessaire ; que personne ne sait en quoi consistera cette transformation, et que, par conséquent, personne ne doit se croire appelé à l'opérer; que dès lors, dans l'attente de ce qui sera, on doit demeurer uni à l'institution existante, adhérant de cœur à tout ce qui est bon et vrai, séparé de cœur de tout ce qui est mauvais et faux, sans même, quand on le peut, s'occuper de fixer exactement la distinction entre ce qui est divin et ce qui est humain, chose quelquefois très-difficile.

» En général, les hommes attachent aux formes extérieures plus d'importance qu'on ne peut raisonnablement leur en attribuer, matérialisent trop la religion et y portent, à cause de cela même, plus de crainte que d'amour. C'est, à mon avis, un grand mal.

» Je m'afflige de vous voir livré à de si sombres pressentiments sur les destinées futures des peuples. Assurément, on doit s'attendre à beaucoup de calamités, à des scènes de violence terribles, à des bouleversements profonds. Ce sera comme le choc de deux mondes. Mais la vie surgira de ce conflit, une vie nouvelle, plus énergique et plus parfaite. L'humanité n'a pas certainement accompli sa tâche, ni le christianisme non plus, et le christianisme et l'humanité ne sont qu'une même chose. Si ce que vous craignez arrivait, ce serait non-seulement une rétrogradation dont il n'existe aucun exemple dans le monde, mais la destruction même de la société, la destruction du genre humain ; car il ne saurait vivre désormais en dehors de la raison, de la science et du droit qu'ont développés les siècles. Je n'appréhende donc rien de semblable.

» Je conçois seulement, à quelque degré, un concours de circonstances peu probables qui prolonge en Europe la guerre existante entre l'avenir et le passé, de manière que la supériorité intellectuelle et morale qui lui appartient présentement fût transférée en d'autres contrées. Je conçois, en un mot, une vague possibilité d'un triomphe quelconque du despotisme, de la force brutale, qui plongerait dans une barbarie relative les

nations européennes. Je conçois, dis-je, quelque chose de ce genre ; mais je le conçois sans y croire. Un instinct, invincible pour moi, repousse cette supposition. Je m'attends à de grands maux, parce que je m'attends à une lutte violente. Je gémis de ces maux, qui me semblent inévitables, mais je n'en suis point abattu. J'ai une foi immense, infinie, dans la vérité et la justice. Quelle que soit la puissance pour le mal de la liberté humaine, cette puissance ne saurait en aucune façon prévaloir sur les lois divines et universelles qui régissent l'univers tout entier. Et c'est parce que je crois à la victoire de Dieu et par conséquent à la durée de la société européenne, que la Providence guide dans ses voies, c'est parce que je crois à une régénération plus ou moins prochaine, que je me sens prêt à tout souffrir, à tout sacrifier pour y concourir. Voilà l'explication de mon livre, explication que bien peu de gens sans doute comprendront ; mais qu'importe ! J'aimerais, mon cher ami, à causer avec vous de tout cela et de beaucoup d'autres choses. Dieu sait quand je le pourrai. En attendant, je me console de mes douleurs présentes et futures dans la pensée qu'il me reste au moins quelques affections sûres et que rien ne m'ôtera. Gardez-moi, je je vous prie, la vôtre, qui m'est et si bonne et si douce, et comptez sur la mienne à jamais. »

La Chênaie, le 10 octobre 1833.

« J'étais de tous côtés, mon cher ami, à la recherche de nouvelles de vous, lorsque j'ai reçu votre lettre du 30 septembre. Jugez du plaisir qu'elle m'a fait, par l'impatience avec laquelle je l'attendais. Ce que je regrette le plus dans la perte des espérances que nous avions conçues, ce sont les peines et les chagrins dont elles ont été pour vous si longtemps la source et le temps précieux que cette triste affaire a dérobé à vos travaux. J'espère, du moins, que vous pourrez les reprendre et les suivre désormais avec très-peu d'interruption. Regardez comme un devoir d'achever le beau développement d'idées nouvelles, et si importantes par leurs conséquences, dont vous nous avez donné le programme. On est avide de votre parole, et l'on s'afflige qu'elle tarde autant. Je crains que vos articles, dans plusieurs journaux à la fois, n'absorbent tous vos loisirs. Je n'ai rien cependant à objecter aux motifs qui vous déterminent, mais ils me contristent doublement. Si vous vous décidez à faire paraître votre nom dans la *Quotidienne* ou dans le *Rénovateur*, je vous engage à prendre toutes les précautions possibles pour que

le public ne confonde point vos opinions avec celles de ces feuilles. Vous m'obligeriez infiniment de me faire adresser les numéros qui contiendront quelque chose de vous. Il me tarde bien de vous voir et de causer avec vous de mille choses qu'on ne saurait suffisamment expliquer dans une lettre. Votre pensée de former un parti agricole se lie à beaucoup d'autres questions sur lesquelles je souhaiterais fort connaître votre avis, qui me servirait de toute manière à fixer le mien. Ce n'est pas que j'hésite le moins du monde dans les convictions qui se sont formées en moi depuis un an, mais si vous ne les partagiez pas, je commencerais beaucoup à m'en défier. Ce que vous m'apprenez de l'Irlande est un fait extrêmement remarquable, et ce fait se reproduit à peu près partout. Loin de m'en étonner, il me paraît tout simple et me confirme dans la persuasion très-profonde où je suis que les grands changements qui se préparent dans le monde, loin d'être opérés par l'Eglise, le seront malgré elle, parce qu'ils doivent amener dans son sein la réforme qui sauvera le christianisme, réforme que la hiérarchie, corrompue dans un si grand nombre de ses membres, non-seulement ne saurait vouloir, mais à laquelle elle résistera jusqu'au bout de toutes ses forces. Je crois, de plus, que cette résistance n'est si vive et si générale que parce qu'elle doit être comme le signal d'une ère nouvelle et d'un état nouveau dont Dieu lui-même jettera les fondements. Je crois, enfin, que le temps approche d'une manifestation divine quelconque, à laquelle les chrétiens sont préparés par leurs traditions mêmes, consignées dans les livres saints. Toujours est-il certain, en ce qui touche aux questions pratiques, que quiconque veut agir, agir dans un sens qu'avouent la raison et la conscience, doit se séparer du clergé. Le moindre contact avec lui engourdirait comme la torpille, si même il ne tuait pas soudainement. Or, la religion mise à part, il ne reste que la science et la politique.

» A mon avis, c'est là que nous devons nous réfugier, si nous ne voulons pas ou demeurer dans une inaction complète, ou rendre notre action complice des oppresseurs de l'humanité. Il ne faut pas conclure de là que nous devions regretter nos efforts précédents, non plus que la direction que nous leur avions donnée. Ce que nous avons fait devait être fait et ne sera pas perdu. Nous avons montré dans le fond de l'avenir un point qui restera toujours lumineux, un symbole d'espérance, le signe d'une alliance future que la religion et la liberté signeront un jour sur les ruines de tous les despotismes écroulés. Cela devait être, Dieu le voulait ainsi, mais il ne voulait que cela. Notre mission

remplie, il a touché du bout de son doigt une montagne énorme et l'a fait rouler sur notre route. Essayer de la franchir serait folie. Il n'a pas dédaigné de nous choisir pour être les porteurs d'une parole qui a fait tressaillir les peuples, comme s'ils avaient eu une vision des siècles futurs. Cette parole dite, il a scellé nos lèvres, et nous sommes redevenus des hommes de notre temps. C'est donc dans notre temps qu'il faut chercher désormais les conditions de ce qui nous reste à faire. La première de toutes est l'indépendance, et point d'indépendance quand, à chaque instant, on peut vous dire : De quoi vous mêlez-vous? cela ne vous regarde pas, ayez la bonté de vous taire. Pour moi, je voudrais, s'il était possible, ne plus prononcer même le mot de catholicisme. C'est alors, et alors seulement que je croirai pouvoir, Dieu aidant, consacrer à sa cause des efforts qui ne soient pas tout à fait stériles.

» Mais en voilà, mon cher ami, assez pour une fois. C'est le commencement d'une conversation que nous reprendrons souvent, surtout si j'ai le bonheur de vous posséder ici. J'envie celui de mon frère, qui vous verra dans quelques jours. Il se rend à Paris pour ses affaires d'écoles et vous contera tous les détails des persécutions aussi étranges qu'indignes auxquelles il est en butte, également du côté de certains révolutionnaires fanatiques d'impiété et du côté des légitimistes. Pour tenir ceux-ci en haleine, on les avait flattés d'un triomphe prochain, et voilà que tout leur manque à la fois, les souverains de München-Graetz, le Portugal et M. de Bourmont, et jusqu'à Charles X, qui trouve son petit-fils trop pressé et qui refuse, dit-on, de se dessaisir de son titre et de sa couronne. Il faut, en vérité, avoir du courage pour demeurer dans ce parti-là. Il n'y en a point qui me fasse plus de pitié ; mais, en fait de mépris et d'horreur, le juste-milieu l'emporte et de beaucoup assurément, bien que l'on ne puisse non plus réprimer l'indignation qu'inspirent les vœux, hautement exprimés par le plus grand nombre des henriquinquistes, d'une invasion qui tuerait la France. Nicolas est leur Dieu : ils l'adorent, ils l'invoquent à genoux. Ceci n'est pas du simple idiotisme, et je disais à l'un de ces gens-là : Celui qui désire l'étranger, qui l'appelle pour lui livrer sa patrie, j'ai pour lui les mêmes sentiments que j'aurais pour l'homme qui ferait violer sa mère par un Cosaque.

» Adieu, mon cher ami, tout à vous de cœur. »

Lorsque La Mennais parle d'un ouvrage qu'il considère comme inattaquable, il s'agit des *Paroles d'un croyant*. Ce livre tristement célèbre fut composé au commencement de l'année

1833, et publié seulement au printemps de l'année 1834. On voit par la lettre du 26 avril 1834, reproduite plus loin, comment ce livre était déjà connu de tout le monde avant qu'il eût paru.

Les articles fondamentaux du *Credo* des catholiques libéraux se trouvent dans les deux lettres qu'on vient de lire : « Soumis dans l'Église et libre hors de l'Église. » Voilà la formule. Elle répond exactement à la distinction plus récente entre le citoyen et le chrétien. Lorsqu'auront paru l'encyclique *Quanta cura* et le *Syllabus,* les citoyens qui veulent être à la fois catholiques et libéraux interpréteront et limiteront, de leur autorité privée, l'étendue des condamnations pontificales. Certains iront même, toute réflexion faite, jusqu'à ranger ces actes de la suprême autorité de l'Eglise parmi les documents qui, ne traitant ni de la foi ni de la morale, ne s'imposent pas en vertu des règles sur l'infaillibilité du Pontife romain. Plus d'un même, dans cette école de l'indépendance civile, se persuaderont qu'ils ne peuvent mieux défendre l'Église qu'en se déclarant affranchis de son autorité dans la vie publique, et en se montrant le moins possible soucieux de suivre, même sur les questions qui touchent à la liberté de l'Eglise et à ses droits essentiels, la direction des évêques, qui ont mission pour en décider.

Ceux qui émettent de telles prétentions et qui adoptent une telle ligne de conduite savent-ils bien ce qu'ils font? Voient-ils que, par un tel procédé, ils introduisent la sécularisation du modernisme dans la vie politique des sociétés chrétiennes? La Mennais va plus loin encore : dans sa pensée, le progrès social doit s'accomplir sans l'Église, par les forces tout humaines de la science et de la politique, par l'impulsion en quelque sorte fatale des lois divines et universelles qui régissent le monde. L'Église elle-même sera réformée par la raison, la science, le droit que les siècles ont fait croître dans l'humanité. Car l'humanité et le christianisme sont la même chose et sont soumis, pour la constitution et le développement de leur organisme, à une seule et même loi.

La haine de La Mennais pour les royalistes, qui éclate dans la lettre du 10 octobre, n'étonnera personne. Les calomnies n'étonneront pas non plus, parce qu'elles sont la conséquence de la haine sectaire qui animait le prêtre déjà à demi-déchu contre toutes les forces de conservation et de tradition de la société chrétienne. Le modernisme doit avoir en horreur le principe traditionnel qui fait la force des royalistes. Dans les henriquinquistes, comme il les appelle, La Mennais pressent le grand et

noble parti royaliste, le parti vraiment national qui appelle à soi toutes les forces vives du peuple et qui, non moins que tout autre, mieux surtout que le parti des viveurs et des beaux esprits de la démocratie, sait verser son sang pour la patrie ; ce parti, que nous voyons aujourd'hui à l'œuvre sur tous les champs de bataille de la politique et de la charité, travaillant à opérer en France la conciliation nécessaire entre les principes fondamentaux et immuables de toute vie sociale, et les transformations très-légitimes que subissent les sociétés par le cours du temps. L'homme qui ne voyait plus la liberté que dans les licences de la démocratie ne pouvait rien comprendre à l'influence bienfaisante de la royauté chrétienne, dont le pouvoir ne doit servir qu'à assurer à tous, aux petits comme aux grands, la vraie et saine liberté, la liberté fondée sur l'accomplissement du devoir et sur le respect de la tradition.

Il n'y a pas à s'y tromper, nous avons devant nous le modernisme pur. On n'en pourra douter lorsque bientôt La Mennais écartera de ses théories tout caractère de christianisme positif et ne gardera, au milieu de ses divagations panthéistiques, que les vagues aspirations d'une charité humanitaire dans laquelle il s'obstinera à voir l'essence même du christianisme. C'est la préoccupation de faire triompher « la sainte cause de l'humanité » qui domine dans les deux lettres qu'on va lire.

La Chênaie, 26 avril 1834.

« Je suis, mon cher ami, de même avis que vous au sujet du nom. L'ouvrage, par sa forme, n'en comporte point, et puisqu'avant qu'il ait paru l'auteur est déjà connu de tout le monde, on ne pourra, ce me semble, raisonnablement soupçonner de la faiblesse dans cette espèce d'anonyme. Quant à suspendre la publication, mon beau-frère me donne le même conseil que vous, et par les mêmes motifs. C'est aussi, sans aucun doute, celui que je donnerais moi-même dans les mêmes occurences. Personne ne pourrait prendre sur soi la responsabilité d'un conseil différent. Néanmoins, dans ma position et ne pouvant en aucun cas compromettre que moi, je suivrai mon premier mouvement. Les choses sont trop avancées pour reculer, et je sens en moi quelque chose qui me dit que j'aurais tort de céder à des considérations personnelles. Je crois voir dans l'enchaînement des causes qui m'ont amené au point où j'en suis la volonté de la Providence, et, quoi qu'il arrive, je me trouverai heureux de souffrir et de mourir, s'il le faut, pour la sainte cause de l'huma-

nité. Il y aurait lâcheté de ma part à l'abandonner au moment du danger, au moment où la cause opposée triomphe, ou paraît triompher, du moins. D'ailleurs, en défendant la liberté, je défends l'ordre aussi, qui, dans ma pensée, en est inséparable; je défends le droit, la justice, et peut-être est-ce l'instant d'opérer dans les âmes l'union de ces deux sentiments. Le but que, sous ce rapport, je me propose est si clair qu'il ne sera peut-être pas si facile de m'attaquer qu'on pourrait le croire d'abord. Dans tous les cas, j'aurai fait mon devoir, et l'avenir, qui n'est pas ingrat, m'en tiendra compte un jour. On ne fait rien de bon en ce monde qu'au prix du sacrifice.

» Je ne partage pas vos craintes sur l'issue des grands événements qui se passent sous nos yeux. La nouvelle société qui cherche à naître, faisant partie du développement naturel du genre humain, trouvera peu à peu ses conditions de vie. A cet égard, toutes les conjectures fondées sur l'expérience des temps antérieurs sont trompeuses, parce qu'elles supposent que l'homme se meut dans un cercle déterminé ; au contraire, il s'élève en décrivant une spirale immense autour de l'axe éternel, dont le sommet, qui est Dieu, se cache à nos regards dans les profondeurs infinies. A chaque instant donc se produisent pour lui, avec un état nouveau, des conditions nouvelles d'existence : ce qui n'avait pas d'exemple apparaît, ce qui était impossible s'accomplit de soi-même. La question du pauvre et du riche aura, comme les autres, sa solution, et loin que cette solution implique le retour de l'esclavage, elle contribuera bien plutôt à le bannir à jamais de la terre. Ayons foi dans les lois invincibles de notre nature, ayons foi dans l'œuvre de Dieu.

» Tout en concevant à merveille les motifs qui peuvent vous déterminer à accepter les propositions de M. Vilain XIV, je ne vois pas sans peine en perspective l'espèce de séparation qu'amènerait pour nous cet arrangement. Car enfin, à Paris, on se retrouve tôt ou tard : mais ailleurs c'est bien différent. Du moins m'offrez-vous une consolation en me faisant espérer que tous les ans nous passerons quelque temps ensemble. Combien il serait aimable de votre part de commencer dès cette année même, si on me laisse tranquille ici. Nous causerions de mille choses qui nous intéressent également tous deux. Je demande cette grâce à Mme Blount, à qui je vous prie d'offrir, avec l'hommage de mon respect, les vœux que je forme pour votre bonheur à l'un et a l'autre, et qui s'accompliront sans doute.

» Le pays que j'habite est parfaitement paisible. Les dissensions politiques qui agitent une grande partie de la France

n'y ont pas, grâce à Dieu, pénétré jusqu'ici. Ce serait un sol bien préparé pour toutes les améliorations raisonnables. Ce qui nous désole en ce moment, c'est une sécheresse extraordinaire et dont rien encore n'annonce la fin. A moins de pluies abondantes plus tard, la disette des eaux se fera cruellement sentir cet été. En attendant rien ne pousse, les blés jaunisssent, les feuilles restent dans le bourgeon, les bestiaux ne trouvent pas un brin d'herbe. Quoique le soleil ait de la force au milieu du jour, les soirs et les matinées sont froides, il gèle la nuit. A tout prendre, cependant, je me trouve ici aussi bien qu'on peut être sur cette pauvre terre. L'unique privation que je ressente est celle de mes amis, mais c'en est une grande.

» Quel dommage qu'on ne puisse s'arranger pour habiter le même canton, de manière à n'être pas à plus d'une demi-lieue les uns des autres ! Les voitures à vapeur pourront un jour réaliser en partie ce souhait, mais je n'y serai plus. Que pensez-vous de l'Angleterre ? Son gouvernement aurait bonne envie de se modeler sur le nôtre ; ils se ressemblent tous ! Au reste, le moment de la crise approche rapidement pour ce malheureux pays. Que Dieu ait pitié de lui et de nous ! Adieu, mon cher ami, pensez à moi et aimez-moi comme je vous aime. »

La Chênaie, le 28 juin 1834.

« Je n'ai point répondu, mon cher ami, à votre lettre datée de Guérande, parce que je ne savais où vous adresser ma réponse ; mais j'ai pensé bien souvent à vous depuis que je l'ai reçue et j'ai formé des vœux bien ardents pour vous, pour la personne à qui vous venez d'unir votre vie, et pour votre bonheur à l'un et à l'autre. Quoique je n'aie l'honneur de connaître Madame de Coux que par ce que vous me dites d'elle, c'en est assez pour être bien sûr que ces vœux seront accomplis. Veuillez, je vous prie, offrir mes respectueux hommages à celle qui vous assure cette douce part de félicité qui n'a pas été réservée à tous. Une partie de la mienne serait de vous revoir et de causer avec vous des grands objets dont vous m'entretenez. Vous arrêtez vos regards sur un horizon bien noir, et je m'en afflige. Il y aura beaucoup de maux sans doute : quand est-ce que la terre en fut exempte ? Mais j'aime à me persuader que vous vous exagérez ceux que l'avenir prépare pour nos neveux. Je ne crois point, par exemple, à cet esclavage dont vous menacez la classe ouvrière. Elle le demandera elle-même, dites-vous : soit, mais soyez bien sûr qu'on ne lui accordera pas. Les richesses entendent trop bien

leur intérêt pour se charger de défrayer le pauvre, même à la condition qu'il leur appartiendrait. Qu'en feraient-ils, je vous prie ? Et d'ailleurs jamais son obéissance ne pourrait devenir, sous l'influence des idées et des mœurs que le christianisme a créées, ce qu'elle était chez les anciens, et les maîtres, qui auraient l'instinct de cette vérité, ne se hasarderaient pas à passer un pareil contrat, leur fût-il du reste aussi avantageux qu'il le serait peu en réalité. Les peuples souffriront, cela est certain, mais cette souffrance sera féconde en biens inconnus aujourd'hui. Toujours malade, on avancera vers la guérison finale. Le monde, selon moi, a quarante ou cinquante mauvaises années à supporter, parce qu'il faut ce temps pour qu'il trouve son nouvel équilibre. Après ce demi-siècle au plus, le travail de la régénération s'opérera sans de grands obstacles. Il y aura encore des douleurs, parce qu'il y en aura jusqu'au bout; cependant, ces douleurs seront plus tolérables. Ce sera, comme après une dure maladie, ce que nous appelons la santé, qui n'est jamais parfaite. Voilà, du moins, ma conviction, et je serais désolé de la perdre. En attendant, nous verrons de belles choses dans cet heureux pays de France. La Chambre qu'on élit en ce moment ne demeurera pas en arrière de celle qu'elle remplace. Toute ma frayeur, à moi, c'est qu'elle garde quelques ménagements, car je me souviens de ces paroles de Jésus-Christ à l'apôtre qui le trahissait, et qui, en le trahissant, sauvait le monde : *quod facis fac citiùs.* Veuillez me dire où vous en êtes pour l'affaire de Louvain. Y a-t-on donné suite ? Tout ce qui vous éloignera de nous me contristera beaucoup, quoique je conçoive très-bien les motifs qui pourraient vous déterminer à accepter une offre de ce genre. Ma santé, bien que faible, n'est cependant pas mauvaise en ce moment. Ce qui me fatigue le plus, c'est l'énorme quantité de lettres qu'il me faut écrire. Donnez-moi, je vous prie, votre adresse à Paris, et agréez de nouveau l'assurance de mon inaltérable et tendre amitié. »

Le mysticisme humanitaire qui perce dans ces lettres, où la question ouvrière n'est qu'indiquée, se donne carrière dans les *Paroles d'un croyant,* où il parle la langue de la démocratie et du socialisme :

« Dieu n'a fait ni petits, ni grands, ni maîtres, ni esclaves, ni rois, ni sujets; il a fait tous les hommes égaux.

» Mais, entre les hommes, quelques-uns ont plus de force ou

de corps, ou d'esprit, ou de volonté, et ce sont ceux-là qui cherchent à s'assujétir les autres, lorsque l'orgueil ou la convoitise étouffent en eux l'amour de leurs frères.....

» Les peuples et les nations, se réveillant sur leur lit d'agonie, commencèrent à se dire :

» D'où viennent nos souffrances et notre langueur, et la faim et la soif qui nous tourmentent, et les chaînes qui nous courbent vers la terre et entrent dans notre chair.....

» Et ils combattirent six jours contre ceux qui les avaient enchaînés, et le sixième jour, ils furent vainqueurs, et le septième jour fut un jour de repos.

» Et la terre, qui était sèche, reverdit, et tous purent manger de ses fruits et aller et venir sans que personne leur dît : Où allez-vous? On ne passe point ici.

» Et les petits enfants cueillaient des fleurs et les apportaient à leur mère, qui doucement souriait.

» Et il n'y avait ni pauvres ni riches, mais tous avaient en abondance les choses nécessaires à leurs besoins, parce que tous s'aimaient et s'aidaient en frères.

» Et une voix, comme la voix d'un ange, retentit dans les cieux : Gloire à Dieu, qui a donné l'intelligence, l'amour, la force à ses enfants! Gloire au Christ, qui a rendu à ses frères la liberté! »

Chez un logicien comme La Mennais, le principe du modernisme va vite à ses dernières conséquences : d'un bond, le voilà en plein radicalisme. C'est l'Église même qu'il prétend réformer, en la jetant dans le courant des idées humanitaires. Il la veut mettre en république, comme plus tard le modernisme avisé et prudent tentera de la soumettre au régime parlementaire. Tout ce qui ne suit pas cette voie, tout ce qui résiste à cette impulsion semble à La Mennais en bon train de se perdre. Les jugements aussi injustes qu'erronés que formule la lettre suivante, sur les catholiques et sur le clergé de la Belgique, témoignent de cet égarement.

Le 11 juillet 1834.

« Si je regrette mon cher ami, que vous alliez vous établir en Belgique, ce n'est pas que je pense qu'il y ait en ce moment rien d'utile à faire en ce pays-ci, mais parce que je ne puis voir sans peine s'éloigner des lieux que j'habite les personnes auxquelles je suis tendrement attaché. Je conçois du reste vos motifs, et l'espérance que vous pourrez, dans votre nouvelle position, achever plus vite qu'à Paris votre cours d'économie politique me console un peu du parti que vous avez pris. Je crains cependant que vous ne

trouviez pas dans l'Université de Louvain tout ce dont vous vous êtes flatté peut-être. Je serai bien trompé si les fondateurs de cette institution n'y portent pas des vues excessivement étroites. On vous laissera libre, je le crois, mais je doute beaucoup qu'il en soit ainsi des autres. Excepté votre cours, qui représentera ce qu'il y a de plus avancé dans la science, le reste, sans éclat, sans influence, timide, terne, indécis, sera plutôt du passé que du présent. J'en juge par les opinions, les préjugés de ceux qui sont destinés à donner le mouvement à cette machine, par les exigences mêmes de leur position telle qu'ils la conçoivent. En outre, vous trouverez le pays tout autre que vous ne l'avez vu ; les partis, dont l'union l'avait sauvé, séparés de nouveau ; le clergé désuni, vacillant dans ses pensées, tournant le dos à l'avenir et en bon train de perdre, si cela dure, son influence sur une partie de la population catholique, qui ne peut elle, ni reculer ni demeurer stationnaire. Quant aux questions plus générales, nous avons les mêmes prévoyances sur l'état futur de la société. Nous ne différons que sur un point, c'est que moi j'en tire la conséquence que nous devons travailler à réaliser cet état par les moyens en notre pouvoir, et, dès lors, sans l'Église qui, liée, à la cause de l'absolutisme, refuse à celle des peuples son concours, tandis que vous croyez ne devoir agir qu'avec elle. Cependant, si tous les chrétiens restaient dans cette inaction, que deviendrait le monde, je vous le demande? Et puis n'est-ce pas avouer implicitement que le monde doit être politiquement dirigé par le Pouvoir religieux, et par conséquent méconnaître, au moins dans la pratique, la distinction des deux sociétés et leur indépendance réciproque? Vous craignez de grands maux et moi aussi. Que conclure de là? A mon avis, qu'il faut tenter tout pour les atténuer, si l'on peut, et pour en diminuer le nombre.

» J'ignore ce que Dieu fera de la hiérarchie, en quoi consisteront les réformes universellement jugées nécessaires, jusqu'où elles s'étendront. Tout cela m'est inconnu, et je n'en saurai certainement jamais là-dessus davantage en ce monde. Ce que je sais bien, c'est que nul changement de ce genre, quel qu'il fût, n'ébranlerait pas du tout en moi les grandes bases des croyances chrétiennes, pas plus qu'un changement quelconque dans la forme du gouvernement n'ébranlerait mes croyances sociales. Ces questions, au reste, sont oiseuses pour nous, parce qu'elles n'ont pas d'avance de solution possible : aussi le mieux est de s'en peu occuper.

» J'ai aujourd'hui la certitude que Rome se taira, et qu'elle se taira parce qu'il n'y a pas dans mon livre un seul mot qui soit

catholiquement répréhensible. D'après ce qu'on me mande de différents lieux, en particulier d'Allemagne et d'Italie, il paraît qu'il produit partout un effet extraordinaire. J'en conclus que cet ordre de sentiments et d'idées est en harmonie avec l'instinct social de notre temps. Bien que des désordres et des souffrances soient malheureusement inévitables, les calamités ne seront pourtant pas, je crois, aussi terribles qu'on se le figure. L'Angleterre, sous ce rapport, est la plus menacée. Cela tient à des causes que vous connaissez mieux que moi. Je remarque d'année en année un progrès sensible dans l'amour de l'ordre, dans le sentiment de la justice et de l'humanité, enfin dans la vraie civilisation. Si j'avais à redouter une nouvelle Terreur, ce serait de la part des rois, et non de celle des peuples.

» Comparez ce qui se passe en Espagne avec ce qui naguère se passait en Pologne et ce qui s'y passe encore actuellement. Il y a dix ans, une révolution en Italie aurait été affreuse ; ce serait aujourd'hui bien différent. A propos de l'Italie, voici ce que m'écrit M. C... « Un de nos pairs catholiques anglais, lord » Arundell, est arrivé ici la semaine passée pour fixer sa demeure » à Rome. C'était un ancien ami de ma famille et je me réjouis- » sais beaucoup de son arrivée. Il était alors en pleine santé. » Avant-hier il fut attaqué d'une inflammation du bas-ventre, » et ce matin de bonne heure il est mort entre les bras de sa » femme, qui est dans un état approchant du désespoir. Il n'a- » vait pas encore cinquante ans. Comme je ne m'attendais à rien » moins qu'à cette fin prématurée, je ne l'avais encore vu que deux » fois. Dans une de ces occasions, il me raconta une conver- » sation assez curieuse entre lui et le duc de Modène, avec » lequel il avait d'anciennes liaisons d'amitié. En passant par » Modène, il crut devoir l'aller voir, et, le trouvant assez triste et » abattu, il lui fit des questions sur l'état actuel des affaires » politiques. Le duc lui répondit qu'elles devenaient pires tous » les jours, qu'il avait devant lui les plans des libéraux italiens, » et qu'ainsi il parlait avec connaissance de cause quand il » disait que tôt ou tard ils seraient triomphants. Il ajouta que » ce stupide roi de Naples a conçu l'idée qu'il est destiné à être » le Napoléon de l'Italie, et de se mettre à la tête du mouve- » ment italien ; que c'est dans cette admirable pensée qu'il » entretient une armée si disproportionnée à ses moyens, et que, » étant allié secrètement avec la France, il lèvera le masque » aussitôt qu'il pourra le faire avec succès et fera une irruption » dans le territoire du Pape. Je puis vous garantir l'exactitude » et l'authenticité de cette conversation, l'ayant eue de la bouche

» du pauvre défunt lui-même. Du reste, il court toutes sortes de
» bruits ici sur ce qui arrive ou doit arriver à Naples. On dit
» que le roi est parti pour Palerme avec tous les ministres et
» les ambassadeurs étrangers, et que c'est de là qu'il datera
» la Constitution qu'il va donner. Ce qui est certain, c'est que le
» prince de Canosa est à Naples depuis quelque temps, et l'on
» prétend même que le duc de Modène l'a suivi incognito. Les
» libéraux seront bien aises sans doute que Sa Majesté leur donne
» si beau jeu, mais je ne sais pas s'ils en seront très-reconnaissants.
» Dans la commotion générale qui bientôt aura lieu en Ita-
» lie « la principale jonchée sera des principaux rats. » Le fils de
» Rubichon va arriver incessamment avec trois millions de
» piastres pour ouvrir la banque. » M.-C. me parle de vous dans toutes ses lettres. Il a eu dernièrement une attaque très-vive de sa maladie spasmodique. Maintenant il est mieux, mais le climat de Rome ne lui convient guère.

» Je vous remercie mille fois de nouveau des services que vous avez bien voulu me rendre pour mes rentes espagnoles. Je vous prie d'en remettre les titres à mon beau-frère. Vous trouverez ci-jointe la note que vous m'avez donnée en cas d'accident. J'ai envoyé à la *Revue des deux Mondes* un article intitulé : *De l'absolutisme et de la liberté.* Vous y verrez des extraits curieux de l'ouvrage italien dont je vous avais parlé. Je prie Mme de Coux de permettre que je lui offre ici mes respectueux hommages. Conservez-moi toujours votre affection, qui m'est si douce, et soyez persuadé, mon cher ami, que rien jamais n'altérera la mienne. »

J'aime à remarquer que cette lettre atteste la fermeté de M. de Coux dans sa croyance de catholique et dans sa soumission à l'autorité pontificale. La Mennais veut régénérer le monde sans l'Église et malgré elle, tandis que M. de Coux, que certaines hardiesses sociales de La Mennais n'effrayaient pas trop, ne voulait rien faire qu'avec l'Église et sous sa direction souveraine. M. de Coux eut toujours la pensée que les laïques sont appelés, en ce temps-ci, à remplir dans l'Église un rôle particulièrement utile; mais jamais il ne conçut leur action que dans les termes d'une humble subordination envers l'autorité spirituelle. Les laïques, si réels que soient les services qu'ils peuvent rendre, ne seront jamais dans l'Église parmi les gouvernants, ils ne peuvent être que des gouvernés (1).

(1) Les Papes ont souvent rappelé ce principe d'ordre hiérarchique. On

La Mennaïs connaissait bien la portée d'esprit de M. de Coux, la puissance de son coup d'œil, sa rare finesse d'observation et d'analyse, la délicatesse exquise de sa parole. Il l'avait vu à l'œuvre à côté de lui dans l'étude des plus graves questions de l'économie sociale. C'était donc en pleine connaissance de cause qu'il louait son dessein de donner à l'économie politique, dans un ouvrage spécial, la direction chrétienne qu'elle attendait. Dans une lettre du 19 octobre 1833, que nous ne reproduisons pas, parce qu'elle n'offre aucun intérêt pour la doctrine ou la politique générale, La Mennais s'exprime en ces termes sur le projet de M. de Coux : « Je regretterais extrêmement que vos travaux dans les journaux vous fissent abandonner ou seulement suspendre votre cours d'économie politique, que vous pourriez, à plus juste titre que Vico, intituler la science nouvelle. Tout le monde désire et attend la continuation de ce bel ouvrage. »

Ce qui était chez La Mennais un désir est devenu un regret pour les nombreux amis de M. de Coux, particulièrement pour celui qui écrit ces lignes, et qui a été l'ami et le disciple préféré du publiciste éminent dont La Mennais apprécie si bien les mérites. C'est pour lui surtout un regret de n'avoir trouvé dans les papiers de M. de Coux, dont il est le dépositaire, rien de suffisamment terminé pour être livré à la publicité. Il aurait souhaité de pouvoir élever ce monument à la mémoire de l'homme qui reste dans son souvenir affectionné et reconnaissant comme le type de l'écrivain catholique, alliant à la hardiesse des conceptions scientifiques la foi simple et l'humble soumission du chrétien.

Les paroles amères et injustes de La Mennais au sujet de la direction que devait prendre l'Université de Louvain, nous révèlent les sourdes colères amassées dans le cœur de l'écrivain de l'*Avenir* contre l'autorité qui avait lancé les condamnations de l'encyclique *Mirari vos* et contre ceux qui avaient fait leur devoir en y adhérant. Égaré par le modernisme, La Mennais ne comprend plus la fonction essentielle de la tradition dans l'ordre catholique. Il a oublié que, suivant la conception même de l'Eglise catholique le présent ne peut jamais être séparé du passé, qu'il en sort comme un fleuve qui part de sa source pour couler, toujours le même, à travers des rivages différents de nature et d'aspect. Les peuples pourront voir changer les conditions extérieures et contin-

peut voir, notamment, la lettre de Léon XIII aux évêques belges, en date du 3 août 1881.

gentes de leur existence, mais l'Église demeure inébranlable au milieu d'eux et leur conserve, par l'immutabilité de ses principes et de sa hiérarchie, ce qui fait le fond nécessaire de leur vie sociale, la condition de leur progrès aussi bien que de leur repos. La Mennais a beau protester que rien « n'ébranlera en lui les grandes bases des croyances chrétiennes. » Que deviendront les croyances chrétiennes quand l'autorité qui en a le dépôt aura subi les changements prévus et désirés par le prêtre qui a oublié tout ce que lui-même avait si bien dit sur la hiérarchie et sur l'obéissance dans l'Église?

La Chênaie, le 6 août 1834.

« Vous serez, je crois, bien aise, mon cher ami, de savoir ce qu'on me mande de Rome. M. C... m'écrivait, le 15 juillet : « D... vous a donné des détails sur la publication de l'Ency-» clique et les jugements qu'en portent différents théologiens de » Rome. Quant à ce dernier article, je n'ai qu'à ajouter que tous » ceux que j'ai eu l'occasion de voir prononcent unanimement » qu'on ne peut voir rien de dogmatique dans cette explosion » inattendue du *spleen* diplomatique et n'y attachent aucune im-» portance. On dit que le gouvernement est très-inquiet et » s'attend à des troubles en Italie. Mais le Pape s'en soucie peu. » Il se renferme dans son palais de Monte-Cavallo et s'amuse » toute la journée à pêcher dans un étang qu'il a fait faire dans » son jardin, ce qui fait dire aux Romains que saint Pierre de » pêcheur est devenu Pape, mais que celui-ci de Pape devient » pêcheur. »

» Une lettre d'une autre personne, en date du 21 juillet, contient ce qui suit : « J'ai recueilli quelques détails qui me parais-» sent aussi authentiques que peut l'être tout ce qu'on apprend » dans ce pays-ci. La France n'a fait aucune démarche près du » Souverain Pontife pour demander la condamnation des *Paroles » d'un croyant*. Ce sont des notes très-fortes venues de Saint-» Pétersbourg et de Vienne qui ont motivé l'apparition de l'En-» cyclique. L'on commence à se repentir de la précipitation » avec laquelle on l'a publiée, et l'on a pris la résolution de » garder désormais un silence absolu. Le cardinal Pacca, dans » une des dernières congrégations, s'est expliqué, dit-on, très » fortement sur ce point; il a blâmé l'opportunité de l'Ency-» clique et a fait observer qu'il serait bon que Rome laissât les » peuples et les rois vider leurs querelles sans y faire intervenir » la religion. Si ces détails sont vrais, et j'ai toutes sortes de

» motifs de les croire tels, il en résulte que Rome est effrayée
» de la position qu'elle a prise à l'égard des peuples. »

» Il se pourrait très-bien qu'eu dernier résultat j'eusse réussi, par mon dernier ouvrage, à conquérir pour les catholiques la liberté politique de parole et d'action, ce qui ne serait assurément pas un service médiocre rendu à la religion. L'article que j'ai publié dans la *Revue des Deux-Mondes* fixe et affermit ma position sous ce rapport, et ma position est celle de tous les autres. Une chose me frappe beaucoup au sujet de la dernière Encyclique, c'est la nullité de l'effet qu'elle a produit. Hors d'un certain clergé et des coteries qui s'y rattachent, elle a été comme non avenue. Point d'emportement, point de colère, l'indifférence la plus absolue. On n'a pas vu là l'ombre même d'une force. Personne n'a trouvé en soi celle de se fâcher contre ce vieillard maudissant les peuples au nom du Christ, sur l'ordre des plus grands ennemis du Christ. Sa voix, jadis si puissante, a été comme un son vide qui passe sans laisser aucune trace, sans rien émouvoir de vivant. Rome est bien éloignée de savoir jusqu'à quel point elle est tombée. Il n'existe plus de haine, ni même de mépris pour elle, mais cette sorte de pitié triste et froide qu'on a partout pour la cendre des morts. Est-il possible qu'elle renaisse, qu'elle recouvre sur les nations son antique autorité? Dieu le sait, nul homme ne le sait, et, quant à moi, j'en doute beaucoup. Je penche plutôt à croire qu'un germe caché au sein du christianisme revêtira, en se développant, d'une forme nouvelle la religion qui ne périt point. Nous allons voir ce que feront les Cortès espagnoles. Elles n'en savent probablement encore rien elles-mêmes. L'homme peut et fait bien moins qu'on ne pense, au moins directement. Un je ne sais quoi qui n'a pas de nom, qu'on ne peut saisir nulle part d'une manière nette et précise, le pousse où il doit aller. Les événements s'engendrent l'un l'autre, non pas au hasard, mais en vertu d'une force secrète qui, malgré mille résistances diverses, mille contradictions apparentes, leur imprime en dernier ressort une commune direction vers un but qui n'est quelquefois celui de personne individuellement. Ainsi va le monde, soumis, sans que la liberté de l'homme en soit altérée, à des lois qui ne lui permettent pas plus qu'aux planètes de s'écarter de l'orbite que lui assigne immuablement l'ordre universel. Il serait, à toute force, possible que la Chambre se doutât peu de cela et qu'elle crût à sa toute-puissance parce qu'elle peut chasser M. Gras-Préville du fauteuil de président, pour y faire asseoir M. Bedoch. J'avoue que c'est là une très-grande chose. Cependant, comme dit Mon-

taigne : « Au plus élevé trône du monde, on n'est jamais assis » que sur son c... » Je livre cette réflexion à M. Bedoch pour modérer l'orgueil de sa victoire, et à M. Gras-Préville pour adoucir le regret de sa défaite. Tout à vous, mon cher ami. »

Ceux qui étaient, à Rome, les amis et les correspondants de La Mennais, n'étaient pas beaucoup plus que lui-même soumis à l'autorité romaine, et ils partageaient toutes ses rancunes. On sait du reste ce qu'il faut croire des racontages qui se font dans toutes les grandes occasions, sur les dispositions des personnages importants des cours, surtout de la cour de Rome.

La Mennais n'a pas vu dans ses grands jours le règne de Pie IX, qui donne un démenti si éclatant à ses prophéties irritées. Il n'a pu contempler cette popularité renaissante du Saint-Siége, toute fondée sur l'affirmation héroïque des principes les plus opposés au modernisme. Il n'a pas vu avec quelle émotion, durant la seconde moitié du dix-neuvième siècle, le monde entier, le monde des non-croyants et des chrétiens séparés, aussi bien que le monde fidèle, accueille les moindres paroles tombées des lèvres du Souverain-Pontife.

Les accusations de connivence du Souverain-Pontife et du clergé avec l'absolutisme des rois, que l'on représente comme d'abominables oppresseurs, reviennent souvent dans les lettres Elles s'étalent dans les *Paroles d'un croyant :*

» Plus de Christ, dit un des rois tyrans que La Mennais met en scène, plus de Christ, il y a guerre à mort, guerre éternelle entre lui et nous.

» Mais comment détacher de lui les peuples? C'est une tentative vaine. Que faire donc? Écoutez-moi : il faut gagner les prêtres du Christ avec des biens, des honneurs, de la puissance.

» Et ils commanderont au peuple, de la part du Christ, de nous être soumis en tout, quoi que nous fassions, quoi que nous ordonnions.

» Et le peuple les croira, et il obéira par conscience, et notre pouvoir sera plus affermi qu'auparavant.

» Et tous répondirent : Il est vrai. Gagnons les prêtres du Christ. »

Comment après avoir écrit ces paroles d'outrage contre ceux que le Seigneur a consacrés, La Mennais, prêtre lui-même, a-t-il pu croire que Rome ne condamnerait pas son écrit? Comment ne pas trouver ces invectives bien plus condamnables encore

quand on connaît la pensée intime et l'enchaînement profond des erreurs humanitaires que les lettres nous révèlent !

La Chênaie, 11 août 1834.

« Quoique ce ne soit pas tout à fait le mien, je comprends parfaitement votre point de vue, mon cher ami. Si ce qui est s'évanouissait, qu'aurions-nous à la place ? Qui peut le dire ? Conservons donc ce que nous avons aussi longtemps qu'il nous sera possible. Par malheur, je ne crois pas que cela dépende de nous ni de personne au monde. Il y a pour tous les pouvoirs une sorte de confiance, de foi pleine et entière, qui est leur vie, et qui ne se recouvre point lorsqu'on l'a perdue. Or, je pense que nous en sommes-là. Le vague sentiment religieux dont le développement vous effraye en est à mes yeux une preuve, et j'y vois de plus une préparation heureuse et providentielle à l'état, quel qu'il soit, que Dieu prépare et qui marquera la nouvelle ère du genre humain. J'en ai trouvé partout, et à Rome plus qu'ailleurs, le pressentiment indéfini. On attend quelque chose, on espère, on craint ; on espère surtout, parce qu'on se dit que la prolongation de ce qui est serait la mort, la mort certaine, inévitable. J'attache beaucoup moins d'importance que vous aux formes de l'organisation, persuadé que je suis, non-seulement qu'elles peuvent varier sans que le fond réel de l'institution varie, mais qu'elles doivent varier à certaines époques, pour que ce fond lui-même demeure invariable. Mais j'entrerais ici dans un sujet trop vaste et peut-être trop délicat pour être traité dans une lettre. Je n'ajouterai qu'un mot, c'est que l'humanité ne me paraît être, pour ainsi dire, qu'au commencement de sa vie, et que le christianisme contient, dans son inépuisable fécondité, tous les principes de son progrès et toutes ses destinées futures.

» L'expédition de don Carlos hâtera celles de l'Espagne, bien plus avancées qu'on ne le supposait dans les voies que l'on est convenu d'appeler révolutionnaires. Il m'est démontré maintenant qu'une partie nombreuse du clergé appartient à cette opinion et que l'autre partie devient chaque jour de plus en plus impopulaire. Tout le midi et l'ouest de l'Europe seront républicanisés avant vingt ans. L'Allemagne seule, peut-être, plus retardée de beaucoup, résistera encore au mouvement en s'appuyant sur la Russie, mais dans la supposition improbable que la Pologne ne soit pas rétablie auparavant. Pour que les questions présentes pussent avoir une solution monarchique, il faudrait que l'on pût changer, avec toutes les idées, toutes

les conditions actuelles de la propriété et sa distribution, chose impossible, à moins d'une confiscation universelle ; il faudrait un nouveau Djenghis, traînant à sa suite des millions de Barbares décidés à ne pas laisser une seule ville debout et à égorger les neuf dixièmes de la population. Et encore cette même Europe serait-elle bientôt après reconquise par la civilisation américaine. Je n'ai certes, de ce côté, aucune inquiétude. On souffrira, mais on avancera ; on combattra, mais on triomphera ; telle est du moins mon inébranlable conviction.

» Le dernier jugement de la Cour de cassation dans l'affaire du *National* est une des plus fortes attteintes qu'on ait depuis longtemps portée aux droits de la presse, et un indice nouveau des projets du gouvernement, qui tend à établir le pouvoir militaire sur les débris de toutes les libertés. Il sera merveilleusement secondé en cela par la Chambre, secondé, dis-je, quant à l'intention ; car, dans sa rage de servitude, elle ne fera qu'avancer l'heure de la catastrophe, et l'on s'en apercevra bientôt. Elle sera pour la Révolution une serre chaude, et voilà tout. Mais que dites-vous de M. Thiers et de son impudence en face de démentis qui abattraient tout autre sous le poids d'une honte inguérissable ? Cet homme est un des types de son temps, une pyramide de boue élevée à la gloire du Pharaon du juste-milieu.

» On m'a dit que le parti philosophique songeait en Belgique à créer, lui aussi, une université. Il lui sera, ce me semble, difficile de suffire à une si énorme dépense. Quant à celle de Malines, je ne m'y intéresse guère que parce qu'elle vous sera une occasion d'achever votre grand et beau travail d'économie politique. Je doute fort qu'elle soit par ailleurs destinée à répandre beaucoup d'éclat. Tout ce qui est en dehors de la liberté est aujourd'hui frappé de nullité et d'impuissance. C'est là, je crois, un syptôme très-significatif. Je me réjouis extrêmement de l'espérance que vous me donnez de vous revoir à la Chênaie, aux vacances prochaines. J'y serai certainement si, dans l'intervalle, je n'entreprends pas quelque voyage avec Montalembert, qui le désire, et à qui je ne saurais rien refuser. Veuillez exprimer à Madame de Coux ma reconnaissance de ses bontés pour moi Je vous les dois, mon cher ami, et c'est une obligation de plus que je vous ai. Combien je serais heureux de pouvoir vous marquer à quel point votre affection m'est chère ! Eugène vous présente ses hommages. Elie est dans sa famille, d'où il ne reviendra que dans trois semaines. Lorsque vous verrez mon beau-frère, rendez-moi, je vous prie, le service de causer avec lui de ce qu'il peut convenir de faire relativement à mes rentes d'Espa-

gne. Je m'en rapporte complétement à ce que vous déciderez. Tout à vous de cœur. »

Quelle étrange méprise La Mennais commet ici ! Il prend la confiance que l'on montre à Rome dans l'avenir de l'Eglise pour une aspiration à la religion humanitaire sortie de ses rêves.

Rome, qui voit rouler à ses pieds le torrent des siècles, ne s'émeut pas des changements opérés depuis 89 dans nos mœurs et dans les formes de notre vie sociale. Elle a survécu à d'autres crises qui n'étaient ni moins graves, ni moins obscures dans leurs suites. Aujourd'hui, comme il y a cinquante ans, elle sait maintenir les principes et les institutions dont elle a la garde, sans jamais céder à la tentation de se jeter à la traverse d'un mouvement de transformation sociale qui n'a en soi rien de contraire à la loi de Dieu, et qui répond à une évolution naturelle de la vie de l'humanité. Ceux qui ne connaissent point Rome pourraient s'étonner de la sérénité avec laquelle on assiste, en ces hautes régions, à des convulsions et à des rénovations sociales qui font trembler plus d'un de ceux qui se vantent parmi nous de travailler au progrès des idées modernes.

La Chênaie, 6 octobre 1834.

« Vous voilà donc, mon cher ami, habitant de la Belgique. Je désire que vous y trouviez de la paix d'abord, et ensuite ce qui rend la paix plus douce et qui l'embellit, une société agréable et sûre, de bonnes relations, un peu enfin de tout ce qui aide à supporter le temps, quelquefois si lourd. Pour votre intérieur, je n'en suis pas inquiet. Je compte aussi, et même pour beaucoup, le travail suivi auquel vous allez être obligé. Rien ne délasse comme de se fatiguer. Du reste, je ne pardonne aux Belges de vous avoir enlevé à nous qu'en considération de votre bel ouvrage, que vous auriez sans cela difficilement achevé. Le livre fini, je n'aurai plus pour eux que de la rancune. Je ne connais pas assez votre plan pour juger à quel point il est nécessaire que vous entriez dans des discussions métaphysiques sur l'amour et la volonté. Tout ce que vous direz sera certainement d'un grand intérêt. Je ne saurais vous taire, cependant, que je ne partage pas votre pensée au sujet de la loi dont vous me parlez brièvement ; mais peut-être est-ce en moi préoccupation d'autres idées. Je suis, comme vous, fort aise que l'Université libre établisse avec la vôtre une rivalité d'enseignement. Elles ne peuvent qu'y gagner toutes deux. A moyens égaux, la moins entravée

l'emportera sans aucun doute. Vous ne tarderez pas de savoir, au reste, à quoi vous en tenir là-dessus. On m'a dit que M. Dumortier était membre du conseil chargé d'organiser l'Université libre; c'est un catholique ardent et un homme dont je fais le plus grand cas sous le rapport de la science. Quant à M. de Ram, je ne le connais point. Je crois pourtant me rappeler avoir entendu dire qu'il avait une très-riche bibliothèque. On parle fort avantageusement de M. Margerin. M. de Cazalès a de l'esprit, du talent même ; de plus, il a vu et revu l'Europe. Après cela, l'on peut se montrer.

» A moins de circonstances que je ne prévois pas, je ne quitterai point ce lieu d'ici à plusieurs années. N'étaient les amis dont je suis séparé, je ne sache pas ce que je pourrais désirer au-delà de ce que j'y trouve. Depuis cinquante-deux ans, je n'ai pas le souvenir d'avoir jamais été si tranquille, si content et si heureux. J'ai presque honte de vous l'avouer en voyant combien peu cet état est le vôtre. Pour Dieu, chassez les idées noires qui assombrissent pour vous l'avenir. Jamais je n'eus dans cet avenir que la Providence nous prépare une foi plus vive, non que je ne croie à beaucoup de maux, mais passagers, mais nécessaires, pour arriver où Dieu veut impérieusement que nous allions. Ce qui vous trouble si profondément ne m'émeut pas le moins du monde. Je sais que quelque chose se fera, que de grands changements s'accompliront ; mais ces changements, dont je ne saurais calculer l'étendue, auront pour effet de porter le genre humain en avant. Pour moi, nul doute possible à cet égard, et cela me suffit. Il y a des choses du temps, des choses de transition que j'ignore, et je me résigne à les ignorer, en contemplant avec transport le terme final qui m'apparaît, si je ne me trompe, au sein d'une immense clarté. Dans le dixième siècle, et même dès le premier, on disait aussi : Le monde finit, et le monde commençait. C'est le monde de nos anciennes idées qui s'en va, notre monde à nous qui ne vivons qu'un jour, et non pas le monde de Dieu, qui, du haut de son éternité, le guide à travers les siècles et les révolutions successives que les siècles amènent. Nous nous figurons que la terre croule, quand ce ne sont que nos jambes qui chancellent. Est-ce donc la première fois qu'on a vu de ces sortes de transformations s'opérer dans l'humanité progressive (1)?..... »

(1) Il nous manque, à la fin de cette lettre, sept ou huit lignes, qui ont été arrachées sans doute par accident.

Dans cette lettre, je laisse de côté certaines allégations de fait qui peuvent être susceptibles de contestation et que je n'ai pas le loisir de vérifier, préoccupé seulement de relever les principes du modernisme, dont elle nous donne, avec une entière sincérité, la pensée intime. Je signale cette joie que ressent La Mennais, et que ressentait aussi M. de Coux, dont les illusions libérales ne furent dissipées que plus tard, à la pensée du triomphe que la vérité remportera nécessairement, par sa propre force, sur toutes les erreurs répandues dans la société par la libre discussion. La Mennais pousse plus loin encore l'affolement libéral, et c'est la liberté pour elle-même qui est sa divinité. Des deux institutions rivales, « c'est la moins entravée qui l'emportera sans doute ». La liberté sera donc infaillible toutes les fois qu'on la laissera à sa propre impulsion. Ne croit-on pas entendre Proudhon avec son autonomie impeccable de la conscience humaine? Pourtant, deux ans auparavant. le Saint-Siége avait réprouvé, par l'encyclique *Mirari vos,* « cette liberté d'opinion pleine et sans bornes qui se répand au loin pour le malheur de la société religieuse et civile, quelques-uns répétant, avec une extrême impudence, qu'il en résulte quelque avantage pour la religion ».

Dans les *Paroles d'un croyant,* La Mennais avait donné à sa pensée une expression plus philosophique : « On ne commence à persécuter que quand on désespère de convaincre, et qui désespère de convaincre, ou blasphème en lui-même la puissance de la vérité, ou manque de confiance dans la vérité des doctrines qu'il annonce. »

Trente ans plus tard, Pie IX, renouvelle les condamnations de Grégoire XVI contre « la liberté de perdition », et fait remarquer que, « s'il est toujours permis aux opinions humaines d'entrer en conflit, il y aura toujours des hommes qui oseront résister à la vérité et mettre leur confiance dans le verbiage de la sagesse humaine ». Parlant avec plus de précision encore dans le *Syllabus,* le grand Pape réprouve l'erreur de ceux qui croient « que le pouvoir laissé à tous de manifester ouvertement et publiquement toutes leurs pensées et toutes leurs opinions n'aide point à répandre dans le peuple la corruption des mœurs et de l'esprit ». Léon XIII prend de même la question en fait, et, s'adressant aux évêques belges, il dénonce les graves périls « de cette liberté sans frein de pensée et d'écrire qui règne en Belgique et qui engendre les monstruosités des pires opinions (1). »

(1) Lettre du 25 décembre 1880, relative à l'érection d'une chaire de philosophie de saint Thomas à l'Université de Louvain.

C'est dans ces termes assez, durs, point trop durs pourtant si l'on pèse la gravité de l'erreur condamnée, que la sagesse pontificale restitue au bon sens ses droits, à l'encontre des utopies du modernisme.

Quels ravages ces utopies malsaines ont faits parmi nous ! Est-il besoin de le rappeler à la vue de ces masses populaires dont le modernisme républicain aura bientôt, s'il reste le maître, corrompu jusqu'au fond l'esprit et l'âme? Pourrions-nous croire, si nous n'avions sous nos yeux le fait dans son étrange réalité, qu'aujourd'hui même, lorsque la société se meurt de la liberté de tout contester garantie par le droit moderne, cette liberté antisociale ait encore, parmi les catholiques, ses apologistes? Il s'en trouve pourtant, et on les rencontre quelquefois parmi les plus généreux, que séduit l'idée d'un combat, en champ clos et à armes égales, de la vérité libre contre l'erreur aussi libre qu'elle.

Quel homme fut jamais, plus que l'illustre comte de Montalembert, intrépide et généreux dans la lutte pour la liberté et les droits de l'Église? Lorsqu'il parle, on sent en lui l'accent ému de l'écrivain et de l'orateur qui, toute sa vie, fut un grand et ardent serviteur de l'Église, le plus éloquent de ceux qui, durant lapremière moitié de ce siècle, l'ont défendue à la tribune. Mais quelles illusions dans son dévouement et dans sa vaillance ! En 1863, à Malines, trente ans après que La Mennais résumait en termes brûlants les prétentions déjà réprouvées de la liberté moderne, M. de Montalembert, qui s'était séparé de son maître quand celui-ci avait voulu se séparer de l'Église, poursuit encore une conciliation impossible entre la foi catholique et les négations du modernisme.

Par quelle singulière méprise ce publiciste, cet historien, dont la foi est si ferme et l'esprit si pénétrant, va-t-il s'imaginer « que les catholiques sont inférieurs à leurs adversaires dans la vie publique, parce qu'ils n'ont pas encore pris leur parti de la grande révolution qui a enfanté la société nouvelle, la vie moderne des peuples. » Quelle naïve admiration pour la Belgique, qui, avec une candeur pardonnable chez un peuple encore enfant dans la vie publique, crut avoir donné au monde le modèle impérissable des constitutions modernes! « C'est à la Belgique que nous avons emprunté les exemples, les idées, les solutions résumées dans une formule déjà célèbre : l'*Eglise libre dans l'Etat libre.* Ce que nous avons formulé, la Belgique l'a accompli avec un instinct merveilleux, avec une magnanime confiance qu'aucun mécompte ne doit abattre, ni aucune ingratitude affaiblir. La Belgique catholique et libérale a trouvé la solution des

problèmes les plus difficiles du monde nouveau. » C'est en Belgique que ce gentilhomme à l'esprit fier et au goût délicat, l'un des quarante de l'Académie française, « vient goûter la charmante plénitude des facultés sociales, politiques et morales de l'homme, délivrées de toute entrave tracassière ou égoïste et soumises uniquement au frein de la conscience et du respect des honnêtes gens. » Que dirait, hélas! le noble orateur, s'il assistait aux luttes de la politique du jour en ce pays, que le laissez-faire, laissez-passer du modernisme devait placer si haut dans l'estime et l'admiration du monde, et qu'il a jeté dans les dernières platitudes de l'orgie libérale?

En tout ce que nous venons d'entendre il n'y a que des impressions. Quelques précautions qu'il prît pour ne se point compromettre sur le terrain brûlant des principes, un logicien comme M. de Montalembert ne pouvait se refuser la satisfaction d'instruire ceux qu'il conviait à le suivre de la raison déterminante de ses actes. Cette raison il la donne en deux mots : « Peut-on aujourd'hui demander la liberté pour la vérité, c'est-à-dire pour soi (car chacun, s'il est de bonne foi, se croit dans le vrai), et la refuser à l'erreur, c'est-à-dire à ceux qui ne pensent pas comme nous ? Je réponds nettement : Non. »

Il y a, dans ces quatre lignes, la somme de tous les égaremens du modernisme : le droit égal de l'erreur et de la vérité vis-à-vis des pouvoirs sociaux, ce qui est tout naturel quand on a mis Dieu hors de l'ordre social ; le droit naturel de toute conscience humaine de produire et de propager toutes les conceptions qu'il lui plaît d'embrasser, ce qui suit nécessairement de la doctrine qui fait l'homme autonome, maître de lui-même et du monde. Il y a aussi, à titre de conséquence inévitable, la séparation entre l'Eglise et l'Etat, ce dernier ne pouvant intervenir d'autorité en des matières qui relèvent de la conscience déclarée souveraine, ni décider entre des systèmes qui ont dans la vie sociale, de par la liberté, des droits égaux. Enfin, on peut y voir aussi l'expédient qui d'ordinaire sert à justifier devant la foule le modernisme catholique : Comment, dans une société souvent ennemie, obtiendrez-vous la liberté, si vous ne commencez par la laisser aux autres? « Le droit commun, dit l'orateur lui-même, est aujourd'hui le seul asile de la liberté religieuse. » Sous la protection du droit commun, le bien et le vrai seront nécessairement vainqueurs. « De tous les abus que permet la liberté, il n'en est peut-être pas un seul qui résiste à la longue aux contradictions, aux résistances du sens moral que la liberté suscite et qu'elle arme de son inépuisable vigueur..... Jamais la

religion n'a été plus forte et plus féconde que dans les conditions du combat auxquelles la Providence a ramené le dix-neuvième siècle. Qui gardera les gardes, a dit le prophète ? Je réponds : l'ennemi ; c'est l'ennemi qui fait tenir debout la sentinelle. » Ne croit-on pas entendre La Mennais se féliciter de l'heureuse concurrence que fait à l'Université catholique de Louvain l'Université libérale de Bruxelles ?

Jamais le modernisme catholique ne s'était montré sous des traits d'une si magistrale ampleur. Jamais non plus, même sous le vêtement d'une expression artistement mesurée, il n'avait si bien révélé tout ce qu'il est. Nous avons, dans le célèbre discours de Malines, le symbole de l'école toujours vivante et toujours remuante du libéralisme catholique. C'est là qu'apparaît, avec une évidence indiscutable, la filiation par laquelle elle remonte jusqu'au prêtre humanitaire qui méditait, à la Chênaie, de moderniser l'Eglise du Christ.

Après avoir entendu l'homme politique sur les rapports de l'Eglise et de l'Etat dans la société moderne, il ne sera pas inopportun de produire le jugement d'un évêque, publiciste autant que théologien. Celui que nous allons citer n'a jamais passé pour un exagéré. Il était, dans le concile du Vatican, de la fraction qu'on appelait modérée, de ceux qui acceptèrent de grand cœur l'infaillibilité lorsqu'elle fut déclarée, mais qui commencèrent par considérer, comme inopportune, la définition dogmatique qu'on en voulait faire. Voici comment s'exprime, sur les libertés de certaines constitutions modernes, le vaillant évêque de Mayence, Mgr de Ketteler, qui a livré tant de combats pour la liberté de l'Église, et que les catholiques libéraux ont quelquefois essayé de faire passer pour un des leurs : « Si la liberté morale a ses limites, si elle cesse là où elle devient nuisible à la société, pourquoi la liberté religieuse ne finirait-elle pas, non-seulement dès qu'elle ébranle l'Etat lui-même, mais encore quand elle viole le plus excellent de tous les biens, le bien moral, auquel chacun a droit ? Le cas se présente lorsque, comme il arrive de nos jours, on tolère des sectes qui, sous le manteau de la religion, vont jusqu'à nier l'existence de Dieu, favorisent le matérialisme le plus immoral et ruinent ainsi, autant qu'il est en elles, tous les principes moraux sur lesquels repose la société humaine. Une telle liberté religieuse n'est qu'un désordre immoral et déraisonnable que Dieu ne peut s'empêcher de maudire. Les Etats qui le tolèrent périront infailliblement (1). »

(1) *Liberté, Autorité, Eglise*, traduction de l'abbé Bélet, p. 138.
Le passage suivant extrait d'un écrit postérieur de l'illustre évêque,

III

Tous ceux qui ont suivi le mouvement des doctrines, depuis cinquante ans, dans nos sociétés où le doute sème des contradictions si étranges, savent quel empire l'idée moderne d'une société sans Dieu a exercé sur des hommes qui voulaient servir Dieu et défendre son Église. Après bien d'autres, nous venons de constater, par des textes, ce phénomène, qu'on aurait peine à s'expliquer si l'on ne tenait compte de l'influence du milieu, même sur les esprits en apparence les plus indépendants Il nous reste à dire comment, aujourd'hui, le modernisme a su se glisser, sous la forme de l'opportunisme, parmi ceux qui devraient être ses adversaires, puisqu'ils combattent la Révolution; comment il est parvenu à leur imposer dans la politique ses pernicieuses influences ; comment il a fait d'eux les serviteurs inconscients d'un parti dont, plus que personne, ils redoutent le triomphe.

L'opportunisme conservateur est une des créations les plus habiles, les plus perfides de l'esprit moderne. Il se présente à nous sous les apparences d'une vertu qu'il a réussi à transformer en vice. La prudence, tel est le mot que les opportunistes ont toujours à la bouche et dont ils se servent pour couvrir leurs reniements en fait de doctrine et leur constance à toujours lâcher pied. Ils ont pour principe de n'avoir aucun principe

marque bien la portée des paroles que nous venons de citer. Dans ce passage il s'agit de savoir si la parité des confessions, établie par la constitution prussienne, peut se concilier avec les principes du Syllabus.

« Nous ne devons point demander l'égalité ou la liberté des religions dans le sens d'une séparation de l'Eglise et de l'Etat, dans le sens d'un Etat irréligieux, athée. Bien des catholiques, en France et surtout en Belgique, se sont fait à cet égard des idées peu exactes. La liberté des religions a été entendue, çà et là, dans le sens d'une complète séparation, et plusieurs catholiques se sont attachés à cette opinion fausse et singulièrement funeste dans ses effets, que l'Etat, en vertu de cette séparation, ne doit plus maintenant avoir aucun souci de la religion; que dans ses institutions civiles, il ne doit plus avoir aucun égard aux sentiments religieux de ses sujets. Ils se trompent. Ce n'est point là une conséquence du principe de la parité ou de la liberté de conscience, c'est la conséquence d'une théorie d'État abstraite et insensée... A Dieu ne plaise que nous adhérions aux erreurs funestes, professées jusqu'à ce jour par quelques catholiques français et belges... Ne perdons jamais de vue cette distinction essentielle, entre le système d'une séparation complète et celui d'une parité fondée sur la loi... Selon les principes catholiques, on ne saurait accorder une liberté religieuse qui contredirait la loi morale, ou nierait l'existence de Dieu. » — *L'Allemagne après la guerre de* 1866, par Mgr de Ketteler, traduction de l'abbé Bélet, pp. 152 à 154.

ou du moins d'agir dans la politique comme s'ils n'en avaient aucun. Les opportunistes ne sont pas pour la Révolution, mais ils ne veulent pas non plus être tout à fait contre elle. Planter fièrement son drapeau, sur le terrain de la politique, contre une puissance qui, aujourd'hui, règne et s'insinue partout, c'est une témérité que la sagesse de l'opportunisme prend en pitié. Et quel drapeau planter? Il n'y a qu'un seul drapeau autour duquel on puisse, à l'heure présente, se rallier pour combattre efficacement la Révolution, c'est le drapeau de Dieu et de son Église. Proudhon prêche à sa façon les deux étendards, quand il nous montre le monde moderne fatalement séparé en deux camps : celui de l'Église et celui de la Révolution. Telle est la vérité de notre situation. Mais affirmer les droits de l'Église, c'est une des choses que la circonspection opportuniste range parmi les impossibilités. Les sages de ce parti disent, avec leur modération habituelle, que c'est une folie.

D'ailleurs, que d'opportunistes qui, tout en redoutant et repoussant la Révolution, n'ont point foi en l'Eglise, et même ont à peine foi en Dieu! Pour ceux-là, il est tout naturel qu'au lieu de lutter de front contre la Révolution, ils cherchent à ruser avec elle, à la contenir par la vertu des expédients, à l'amadouer en lui jetant en pâture une partie des choses qu'ils voudraient sauver. Pour ces hommes en qui la foi est morte, chez qui, du moins, elle est faible, obscure et vacillante, l'opportunisme peut se justifier. Ce n'est point un parti vaillant, mais comment être vaillant quand on manque de convictions fortes et de principes arrêtés.

Pour les catholiques, à première vue, l'opportunisme est plus difficile à expliquer. Les catholiques dignes de ce nom sont par essence des hommes de principes. Mais qu'importe pour la conduite politique qu'ils aient des principes, s'ils les réservent pour la vie privée, et s'ils n'en tiennent nul compte dans leur vie publique. Bien qu'ils paraissent ne s'en douter en aucune façon, les opportunistes catholiques sont toujours sous l'influence de cette effroyable parole de La Mennais : « Je voudrais, s'il était possible, ne plus prononcer même le mot de catholicisme ». Il suffit d'avoir saisi ce trait caractéristique pour comprendre que les catholiques libéraux sont très-facilement, je dirai même naturellement opportunistes. A vrai dire, ils ne peuvent pas être autre chose. Ils séparent l'Etat de l'Église; ils distinguent, et ils sépareraient s'ils le pouvaient, le citoyen du chrétien. Ne sont-ils pas, dès lors, dans la vie publique, des gens sans principes, puisque les seuls principes qu'ils aient, et qu'ils puissent avoir,

ce sont les principes catholiques, et qu'ils écartent d'eux, comme une tentation, l'idée de s'en servir quand ils font de la politique?

La constante préoccupation d'éviter les principes et tout ce qui peut y ramener entraîne les catholiques opportunistes à méconnaître d'une étrange façon une des lois fondamentales de l'existence et du développement de l'humanité. C'est un axiome en fait de vie morale, qu'il s'agisse de l'individu ou de la société, que l'état stationnaire n'est point une condition où l'homme puisse se fixer et se reposer. Les opportunistes caressent le rêve de l'immobilité sociale. La peur que les principes leur inspirent leur fait presque désirer de ne pas sortir trop tôt de l'atonie morale qui, présentement, rend difficile l'application des principes et fait, en bien des cas, de la transaction une nécessité. Pour beaucoup d'entre eux, l'indifférence ou la division des esprits en matière religieuse, dont nos sociétés souffrent tant, sont devenues, par une habitude invétérée, une sorte d'état normal et de seconde nature. Ils ne prévoient pas, ils ne veulent point prévoir le moment où un changement dans les affections et les convictions, conséquence des efforts de la propagande catholique, amènerait une évolution de la politique sur l'application des principes. Aussi longtemps que rien ne leur fait craindre de voir leur repos compromis par des explosions révolutionnaires, ils envisagent sans trouble, souvent même avec une sorte de satisfaction, cette déchéance morale des peuples modernes, qui permet à la prudence opportuniste de se désintéresser sans remords de toute action, de tout effort, en vue d'une réalisation, déclarée impossible, des principes de la vie sociale catholique. Ils oublient, ces homems de quiétude et de sommeil, que l'Église veut le progrès de la vérité et du bien dans le monde social comme dans la conscience de chacun, et que tous « nous devons souhaiter de tout cœur que la société humaine soit régie d'une manière chrétienne, et que la divine influence du Christ pénètre et imprègne complétement tous les ordres de l'État (1). »

Au fond de leur cœur, les opportunistes ont en horreur le vrai modernisme, le modernisme que Dieu importune et qui voudrait chasser du monde Celui dont la loi gène les corruptions humaines. Mais il arrive, par l'effet de leur faiblesse, que tout ce qu'ils font pour arrêter la marche de ce redoutable ennemi

(1) Lettre de S. S. Léon XIII aux évêques de Belgique, du 3 août 1881. — « Nos ipsi ante omnes summopere cupimus ut humana societas christiano more componatur, atque ut omnes civitatis ordines divina Christi virtus penetret ac pervadat. »

tourne en sa faveur, et que leurs habiletés ne servent qu'à rendre son triomphe plus sûr et plus prompt.

Il est un fait dont l'évidence devient chaque jour plus saisissante : c'est que les libertés chères aux opportunistes, les libertés qu'ils ont inscrites en tête de leurs codes, quand ils ont fait des codes, et qu'ils défendent presque comme des dogmes, particulièrement la liberté de tout dire et de tout propager lorsqu'il s'agit des choses de Dieu et de la religion, que ces libertés essentiellement modernes sont, dans les mains des sectateurs du modernisme, une arme irrésistible et que, vu le penchant natif de l'homme vers le mal, elles doivent, à bref délai, livrer à la révolution la conscience du peuple.

On nous parle de bâillon : on se sent frémir à la pensée de contraindre au silence des lèvres qui ne répandent que des paroles de révolte et de blasphème. Mais nous chrétiens, qui aimons Dieu de toute notre âme, et après lui, mais plus que toute chose au monde, nos frères du pauvre peuple, nous frémissons au fond de nôtre âme, de l'injure faite à Celui que nous adorons ; nous souffrons, comme d'une violence qui nous atteindrait nous-mêmes, des coups portés à la foi et à la moralité du peuple par l'infernale propagande de l'impiété moderne, et de nos cœurs sort, avec le cri de l'indignation et de la douleur, le cri de la charité et de la justice révoltées contre des pouvoirs qui délaissent le plus sacré de leurs devoirs : la protection des faibles.

On chercherait vainement, dans une société livrée à l'opportunisme, aucune force de résistance sérieuse. L'opportunisme obéit à une loi de persévérante défaillance qui finalement doit livrer l'ordre social à la Révolution. Tous les manèges, toutes les finesses par lesquels les opportunistes cherchent à éviter l'ennemi hâtent le moment où ils tomberont dans ses mains. Chaque évolution de l'opportunisme est une concession en vue d'apaiser un adversaire qu'au fond il doit croire invincible puisqu'il a, pour la vie publique, des principes semblable aux siens. Mais chaque concession enhardit la Révolution en même temps qu'elle désarme l'opportunisme. Contrairement à toutes les règles de la guerre, on voit la défense réduire de propos délibéré ses forces à mesure que l'attaque devient plus vive. Et il ne peut pas en être autrement, car plus s'accroît la hardiesse de l'adversaire, plus le péril est grand, et plus il faut, pour y échapper, d'après le principe même de l'opportunisme, multiplier les concessions. C'est une marche fatale et toujours accélérée vers l'abîme. La victoire de la Révolution est donc certaine, puisqu'à mesure qu'elle se montre plus violente,

l'opportunisme, pour rester fidèle à lui-même, doit se montrer plus complaisant et plus résigné. La faiblesse s'ajoutant constamment à la faiblesse, la modération opportuniste s'achemine, par un effacement progressif des idées et des situations, à une catastrophe inévitable. Le modernisme mitigé des opportunistes mène les sociétés qu'il désarme au dernier des malheurs : à la victoire définitive du modernisme pur et simple, de celui qui entend expulser de la société le Maître du ciel et de la terre, comme naguère il expulsait de leurs demeures des hommes qui avaient la modeste prétention de servir loin du monde, suivant leur conscience, Celui que tous sont tenus de servir.

La défaillance de l'autorité, sa défiance et son abandon d'elle-même, conséquences de l'oubli et de la peur des principes, tel est le grand mal, le mal mortel des peuples livrés à l'opportunisme.

Où en est l'autorité dans ces Parlements opportunistes qui prétendent être, même en pleine monarchie, les vrais et les seuls souverains?

A quoi passent-ils leur temps? A chercher, en tâtonnant, des transactions. De la droite au centre, du centre à la gauche, tous se font un honneur et un devoir de transiger. Ils ne vivent que par les transactions et pour les transactions, et ils en feront jusqu'à en mourir, parce que leur principe est d'en faire toujours. Quel est le rôle des conservateurs dans ces assemblées si infatuées d'elles-mêmes? Ils négocient et composent avec tant de persévérance et de sagesse qu'ils laissent à l'ennemi tout le loisir de grossir les forces par lesquelles il les accablera, et de consommer la ruine de toutes les institutions qui protégent la vérité, la justice et la vraie liberté. Ils reculent tant et si bien, dans les manœuvres de leur savante tactique, qu'ils laissent toute grande ouverte la voie par laquelle la Révolution entrera dans la place et s'y établira de façon qu'il faudra, pour l'en déloger, un de ces coups de Dieu sur lesquels l'homme ne peut jamais compter, et qu'il n'est pas du tout en droit d'espérer lorsqu'il n'a pas mérité, par sa fidélité à la vérité et à la justice, que Dieu se montre et prenne en main sa cause.

Rien de plus énervant que ce régime de transactions d'un parlementarisme qui, partout, se confond avec l'opportunisme. Sous ce régime, les lois, qui devraient élever et fortifier l'esprit public, l'altèrent et le dépriment, parce qu'elles ont pour unique fondement la transaction. En réalité, et bien qu'il s'en défende, c'est la politique utilitaire que pratique l'opportunisme parlementaire, et cette politique égare tellement les intelligences.

brise tellement les courages, que même les peuples naturellement fiers n'y peuvent résister, et qu'ils finissent par déchoir dans leurs idées, dans leur caractère et dans leurs mœurs. Au spectacle des perpétuelles transactions auxquelles on se livre dans les régions législatives, tout devient vacillant dans l'Etat, et l'autorité même des lois est atteinte aussi bien que la considération de céux qui les font. De la vie publique, le mal passe bientôt à la vie privée. Dans les classes mêlées à la politique, l'opinion se fausse et se corrompt. La notion même de l'honneur se perd, et l'on finit par ne plus rien comprendre et par ne plus rien souffrir de ce qui ne plie pas sous le niveau de la lâcheté commune.

Avec ses assemblées, l'opportunisme a ses chefs de gouvernement, il a ses rois et ses présidents.

Les présidents des républiques fondées sur les idées modernes sont de nécessité des types d'opportunistes. Qu'ils sachent ce qu'ils font ou qu'ils ne le sachent pas, qu'ils soient désintéressés ou qu'ils ne le soient pas, peu importe, leur conduite est la même : ils reculent toujours. Et pour ces pauvres présidents, il y a bien quelque excuse : n'ont-ils pas devant eux leur maître, qui est le peuple de la démocratie, conduit et poussé par la franc-maçonnerie, l'âme du modernisme et la grande ennemie de toute autorité? et si le maître avance, ne faut-il pas que le valet recule pour lui laisser la place ?

Mais quelles excuses allégueront les rois ? car l'opportunisme a aussi ses rois, des ombres de rois, portant à leur flanc une ombre d'épée qui ne sort pas du fourreau, même pour frapper des ombres. A quoi songent les rois de l'opportunisme ? à ne se point compromettre et à se retirer à propos. Le panache blanc d'Henri IV était toujours sur le chemin de l'honneur, appelant les vaillants là où se donnent les grands coups qui sauvent les grandes causes. Le panache bariolé des rois de l'opportunisme ne donne le plus souvent que le signal de la retraite, et il ne se voit guère que sur les routes où l'on fuit. Dans leur libérale indifférence, ces rois de la peur laissent s'agiter autour d'eux tous les fauteurs et souteneurs de l'impiété et de la vilenie modernes. Ils s'arrêtent tout troublés devant ces fantômes de bassesse et d'impudence qui fuient et s'évanouissent, l'histoire contemporaine l'atteste, toutes les fois qu'un pouvoir énergique réprime résolûment leurs lâches audaces, et qui ne reparaissent que lorsque la peur s'est glissée dans l'âme de ces chefs d'État, dont le courage n'a qu'un temps parce qu'il n'est point fondé sur la fidélité au devoir et sur la crainte de Dieu.

La peur! tel est le dernier mot de cet opportunisme qui, même chez les meilleurs, procède des influences, quelquefois éloignées, mais très-reconnaissables, du modernisme. La peur, qui vient de ce que l'on se sent impuissant à réprimer des libertés mauvaises que, par erreur sectaire, on s'obstine à ne point trouver telles. La peur, qui paralyse la foi et le zèle pour la cause de Dieu, qu'on a souvent très-fermes au fond de la conscience, et qu'on n'ose manifester dans la crainte de compromettre par trop d'éclat cette cause pour laquelle, dans les rencontres de la vie privée, on donnerait, s'il le fallait, tout son sang. La peur, qui rend ceux dont elle s'empare hésitants et flottants, au point qu'on se demande, à certaines heures, s'ils sont pour le bien ou pour le mal, et qu'on serait tenté, si on ne les savait au fond hommes de bien, de les confondre avec la foule de ces âmes misérables que Dante rencontre au vestibule de l'enfer, dont la vie, sans gloire comme sans honte, n'a point de place dans la mémoire des hommes, et que Dieu laisse éternellement suspendues entre le paradis et l'enfer, parce que sa justice les dédaigne autant que sa miséricorde (1).

Au milieu des obscurités et des bassesses du temps, l'Eglise est toujours

> Cette Jérusalem brillante de clartés
> Qui porte sur son front une marque immortelle.

Un moment le modernisme a cru, dans sa folle confiance, qu'il allait altérer en elle cette marque divine. Nous avons entendu La Mennais se flatter de transformer, suivant les mobiles imaginations de l'homme, une institution dont la main même de Dieu a tracé le plan. On sait comment l'Eglise a triomphé de ces audaces humanitaires. Lorsque, de nos jours, le modernisme a tenté, sous la forme adoucie du libéralisme catholique, de s'insinuer dans l'enceinte sacrée, on sait avec quelle énergie les Papes lui ont fermé l'accès du temple. Grâces soient donc rendues

(1) .....L'anime triste di coloro
Che visser senza infamia e senza lodo.
Mischiate sono a quel cattivo coro
Degli angeli che non furon ribelli
Nè pur fedeli a Dio, ma per sè foro.
Cacciarli il Ciel per non esser men belli,
Nè lo profondo inferno gli riceve,
Che alcuna gloria i rei avrebber d'elli.
. . . .
Fama di loro il mondo esser non lassa;
Misericordia e Giustizia gli sdegna:
Non ragioniam di l'or, ma guarda e passa.
(*Inferno*, Canto terzo, v. 35.)

à l'Eglise et à l'enseignement toujours concordant des Pontifes romains, qui nous préserve de ce grand ennemi des sociétés humaines, ennemi d'autant plus dangereux qu'au moment même où il mine les fondements de l'ordre social, il semble tout faire pour la glorification et la félicité du genre humain.

Qui pourra, dans la politique, nous délivrer de l'opportunisme, fruit de la complaisance qu'ont les catholiques mêlés aux affaires pour les idées et les instincts du modernisme ? Qui remplacera la politique des expédients par la politique des principes?

Pour accomplir cette œuvre capitale et urgente de la politique contemporaine, il faut un roi, un vrai roi.

Un roi qui n'ait d'autre crainte que la crainte de Dieu, d'autre peur que la peur de ne point remplir dans toute leur étendue les devoirs de la puissance souveraine ;

Un roi qui, sans contraindre aucune conscience, assure à Dieu, à ceux que Dieu a constitués en autorité, à la vérité que Dieu a révélée, le respect nécessaire ; qui impose ce respect, d'abord à raison du droit de Dieu sur toutes choses en ce monde, et ensuite à raison du droit qu'a la société de n'être point troublée dans la possession de ses principes de vie ;

Un roi qui aime et serve ceux qui sont les meilleurs amis de Dieu, les petits, les faibles, les pauvres ; qui sache rompre avec les modernes niaiseries d'un intraitable laissez-faire, laissez-passer, source de tant de misères pour le peuple ; qui, d'ailleurs, se garde de mettre, sous le spécieux prétexte de la protection due au peuple-ouvrier, les lois à la place de la charité, mais qui facilite et assure l'action de la charité, toujours libre, par la puissance des institutions, par la ferme protection du pouvoir pour toutes les œuvres d'association populaire inspirées par le zèle chrétien ;

Un roi qui soit la tradition vivante et dont la seule présence proclame la rupture avec les systèmes et les pratiques d'instabilité du modernisme ;

Un roi qui fuie les utopies, mais qui saisisse les réalités de la question sociale ; qui, tout en gardant la fidélité à la tradition dans les choses essentielles, mette hardiment la main, suivant les besoins et les conditions de la société actuelle, à la solution des redoutables problèmes économiques qui font la légitime et ardente préoccupation de notre époque ;

Un roi qu'une longue tradition unisse au peuple et qui pourvoie à tous les grands intérêts populaires, d'accord avec une représentation tirée de tous les groupes particuliers d'activité morale et matérielle dans lesquels se concentre et s'organise, à

tous les degrés de la vie publique et privée, l'activité générale de la nation ;

Un roi qui respecte la liberté et fasse respecter l'autorité ; qui procure le bien du peuple en lui commandant avec fermeté ; qui ne consente point, comme les rois de l'opportunisme, à se faire le valet de ceux qu'il gouverne, mais qui soit leur serviteur suivant l'esprit de l'Evangile ;

Un roi qui mette ses soins à régler toutes les questions politiques et sociales du temps, non suivant le modernisme, mais suivant le christianisme, et dont la pensée souveraine soit « de faire rentrer Dieu en maître dans la société, afin que lui-même y puisse régner en roi ».

PARIS

IMPRIMERIE BALITOUT, QUESTROY ET C[e]

7, rue Baillif, 7.